



Aujourd'hui, être libre c'est être informé
N° 236 - AOÛT 1983

le peuple breton

8f

Photo: Jean-Yves Varin

FOOT

L'ARGENT

DES CLUBS

BRETONS

CINEMA

LES TSIGANES

A DOUARNENEZ

QUAND LA FRANCOPHONIE REND MALADE

Pour ne pas bronzer idiot

dialogues



Votre librairie en Bretagne

37, rue Louis Pasteur BREST
Centre Commercial Rallye BREST
19, rue de la Chalotais RENNES

AN DIV STAL NEMETO ER VRO !

E KEMPER



AR BED KELTIEK - Tél. 95.42.82
2, straed ar Roue Grallon
2, rue du Roi Grallon

E MONTROULEZ



KORNOG - Tél. 63.25.40
12, straed ar Vur
12, rue du Mur

EVIT HO LEVRIOÙ - PLADENNOÙ - PEZHIOÙ - PEZHIOÙ ARZ KELTIEK



IMPRIMERIE DE L'IROISE

Rue François-Lettré, BREST - Tél. 02.28.74

OFFSET - QUADRICROMIE

Dépliants - Catalogues - Périodiques - Affiches

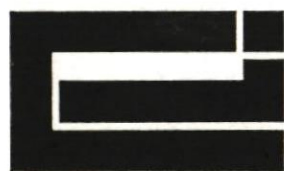
keltia-musique



1, place au Beurre
29000 QUIMPER
Tél. : (98) 95.45.82

DISQUES
LIVRES
ET
INSTRUMENTS
DE MUSIQUE
DES PAYS
CELTES

ENREGISTREMENTS - ÉDITIONS de DISQUES et CASSETTES



J. COURTÉ

BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

37, Route de Quimper, BREST - Tél. 02.11.72 - B.P. 345
Z.I. de Kerhuel, QUIMPER - Tél. 90.24.25 - B.P. 419

LIBERTY

BAR - SNACK

Consommations de 1^{er} choix

Musique tous les soirs

Tél. (98) 40.90.92

3, rue Jacques-Cartier

35400 SAINT-MALO

BAR - CRÊPERIE

"CHEZ TOM"

Guinness et Gueuze à la pression

18, rue Notre-Dame - 29260 LESNEVEN

Tél. 83.15.14

Dégustation à l'étage - Crêpes à emporter

**ABONNEZ-VOUS !
VOUS Y GAGNEZ...**

...NOUS AUSSI



AU VIEUX QUARTIER
DE LA PLACE AU BEURRE

**Tissages
de Locmaria**

G. et J.-M. LE BERRE

15-17, rue du Salé

Tél. Magasin 95.41.51

Vêtements - Poteries - Bijoux - Laines
Artisanat Traditionnel et Contemporain

Souscription permanente pour le progrès du « Peuple Breton »

DU VENT !

Il serait intéressant de répertorier le nombre de courses de bateau qui, depuis deux-trois mois, ont été sponsorisées (comme on dit maintenant dans le langage fleuri de la publicité) par des canards (des journaux, pas les volatiles). Eh bien, il y en avait un sacré paquet, vous pouvez compter. Nous, on n'a pas jugé utile d'investir là-dedans (c'est-à-dire de financer la construction d'un bateau, qui se baladerait avec sur sa coque la formule peinte, du genre : «Lisez le Peuple Breton, le mensuel qui tient bon le hauban»). Par contre, ça n'empêche pas le nôtre, de bateau, d'avancer. Nos lecteurs peuvent d'ailleurs continuer à lui faire du vent avec leurs chèques, il n'en progressera que plus rapidement.

ABONNEZ-VOUS ! VOUS Y GAGNEZ...

...NOUS AUSSI

8^e liste

L. Le Bec, St-Malo	20,00
A. Guillo, Sarzeau	10,00
P. Guéguénat, St-Yvi	40,00
A. Louarn, Rennes	20,00
A. Gourmelen, St-Malo	20,00
I. Derrien, Eragny/Oise (95)	20,00
A. Gergaud, Severac	30,00
G. Mancec, Suresnes (92)	40,00
Y.B. Montreer, St-Brieuc	10,00
J.P. Tenaud, Port St-Père	30,00
M. Le Chartier, Plérin	20,00
C. Le Guern, Herblay (95)	20,00
C. Le Borgne, St-Nolff	40,00
Y. Muzellec, Brest	20,00
G.J., Guilers	50,00
P. Morvan, Clamart (92)	40,00
P. Bonnet, St-Nazaire	30,00
C. Pacheteau, St-Mesmin (85)	20,00
J. Guéguénat, Brest	40,00
F. O., Pleyber-Christ	20,00
F. Guillas, Le Mans	120,00
Y. Le Berre, Nantes	10,00
G. Le Gallic, Sucé-sur-Erdre	20,00
J.B. Le Dœuf, St-Pol-de-Léon	120,00
F. Clavelly, Paris	15,00
B. Fannion, Penmarc'h	20,00
Le Doussal, Carquefou	30,00
J. Le Jeune, Tredrez-Locquemeau	40,00
C. Le Berre, Tréguier	20,00
A.L. Garcia, Vincennes (94)	120,00
P.Y. Prunet, Nevez	40,00
Y. Georgelin, Paris	10,00
G. Even, Pludual	10,00
D. Hemery, Brest	20,00
M. Le Moing, Guingamp	20,00
E. Rio, Pornichet	20,00
Y.C. Veillard, Rennes	20,00
M. Gallais, Poitiers (86)	20,00
B. Belz, Carnac	20,00
J. Bouchon, Quéven	20,00
A.M. Guéguen, Plogonnec	20,00
P. Jacq, Langolen	20,00

Total 8 ^e liste	1295,00
Report des listes précédentes	12133,00
TOTAL	13428,00

SOMMAIRE

Edito :

9^e Plan : l'autre démarche 4

Politique :

Social : priorité à l'emploi 14

Auray-Quiberon : Un train de retards... 11

Brèves :

L'été social de Dinan à Saint-Brieuc /

Media : pas de ça chez nous ! /

Insoumis bretons 9

Mer :

Marine marchande : 1. Vivre et travailler

sur un pétrolier 13

Le barrage d'Arzal/Une drôle d'île 12

Société :

Les malades de la francophonie 19

Sports :

Le foot en Bretagne : 1. Le club et la ville 6

Humeur :

La rencontre inédite 5

International :

Salvador : la pyramide sanglante 16

«Brigade» bretonne au Nicaragua 18

Le jeûne international pour la vie 18

Langue bretonne :

Actions, réactions, initiatives 15

Livres :

Les «Chroniques bretonnes» de Morvan

Lebesque 22

Histoire : le 5^e tome de Skol Vreizh 23

Un jour avec... :

Erwan Moalic & Co. : le 6^e festival de Douarnenez 26

Fête du P.B. :

C'est pour les 15 et 16 octobre 32

Rubriques :

Chiche ? 5

P.B. Service 24 & 25

Courrier des lecteurs 30

6^e FESTIVAL DU CINÉMA DES MINORITÉS NATIONALES.

PEUPLES TSIGANES PEUPLE BRETON



Films Hongrois
Yougoslaves, Espagnol
Français
Productions bretonnes
et Pays Celtiques
Sélection de Diaporamas
Bretons

29 AOÛT
4 SEPTEMBRE 1983
DOUARNENEZ

Exposition, débats
Pour tous renseignements
M.J.C. Douarnenez
16 (98) 92.10.07
Cinéma Le Club
16 (98) 92.02.93
Office du Tourisme
16 (98) 92.13.35

Midi : J.P. DAUBERT QUINTER

Photographie : KAN AN NOIR DOUARNENEZ

Lire en pages 26 à 29
notre «Jour avec...»
consacré au
Festival de Douarnenez.

ORGANISÉ A LA M.J.C., AUX CINÉMAS LE CLUB, LE REX.

« LE PEUPLE BRETON » - Mensuel - B.P. 304, 29273 Brest Cédex, Tél. : (98) 46.18.24 (Répondeur après 19 h.). - Rédaction : Pierre Gallais - Directeur de la Publication : Jean Guéguénat. Publicité : J. Le Guellec
PUBLICATION - Publication inscrite à la C.P.P.A.P., N° 41 387 - Photocomposition Atelier Le Dœuff, Lorient - Imprimerie de l'Iroise, Brest - Dépôt légal : 3^e trimestre.

CHANGEMENTS D'ADRESSE - Pour tout changement d'adresse, nous demandons à nos abonnés de nous écrire en joignant ou en recopiant leur dernière bande d'expédition du journal, et en joignant 2,00 F en timbres pour frais. Merci d'avance.

ABONNEMENTS Ordinaire : 80 F - De soutien : à partir de 100 F - Etranger : 95 F - Etranger (par avion) : 115 F C.C.P. : 2365-76 Rennes.

9^e PLAN : L'AUTRE DÉMARCHE

La préparation du Neuvième Plan avait deux bonnes raisons de provoquer un débat d'envergure : pour un gouvernement de gauche, attacher la plus grande attention à la planification devrait être une attitude naturelle ; de plus, les déclarations fracassantes du début du septennat concernant la régionalisation laissaient prévoir une initiative locale d'importance pour l'élaboration du plan.

Or l'indifférence a été presque totale. A Paris quelques rares députés étaient en séance, très peu sont intervenus, et parmi eux, aucun député de Bretagne. A Rennes, faute d'élections régionales sans cesse remises, c'est à la vieille assemblée anti-démocratique, formée en majorité de notables politiquement décatés, qu'on a confié le rôle d'interlocuteur. Il en est résulté un texte fade, sans valeur combative, signé d'un vieil ennemi de la gauche, Raymond Marcellin (1).

On arrive donc à ce paradoxe que le Plan, outil essentiel d'un gouvernement se voulant socialiste et décentralisateur, n'est plus qu'une mention marginale, un rite répété pour la neuvième fois sans plus de conviction que lors des huit précédentes. Rien, dans son caractère impératif, ne le distingue des autres. Quant à l'aspect régional, il n'est pas resté grand-chose de ce que le pouvoir préconisait il y a moins d'un an. La volonté régionalisatrice n'a pas, non plus, résisté à l'austérité.

Edito



Tout se passe donc comme si le jacobinisme retrouvait une certaine jeunesse en même temps que s'infléchissait la carte économique. La politique de Delors est présentée comme la seule possible ; les acquis sociaux du début du septennat, présentés comme le début d'une action de grande envergure, sont maintenant considérés comme le maximum possible. La remise en cause de la domination des monopoles, commencée avec les nationalisations, paraît être une voie aujourd'hui abandonnée.

L'évolution de la loi de décentralisation montre que, si les communes et les départements voient leurs compétences accrues, la régionalisation (terme d'ailleurs progressivement abandonné) ne se fera pas au-delà du niveau actuel, celui de la déconcentration mise en place par la droite. La désinvolture, pour ne pas dire le mépris, avec laquelle on traite, en haut lieu, la question des élections régionales prouve que le virage du pouvoir en matière de décentralisation est au moins aussi abrupt que celui qu'a pris sa politique économique.

Rien d'étonnant, alors, que le manque d'ambition caractéristique des notables coïncide à merveille avec l'abdication conjoncturelle des ambitions bretonnes de la gauche. Mais il est grave que les responsables bretons des partis de gouvernement restent sans réactions. Il est grave que la discussion du plan breton soit pour eux, au conseil régional et dans les conseils municipaux des grandes villes, qui ont été consultés, un épisode sans importance. Il est grave qu'ils laissent à la droite, après en avoir fait pourtant un élément essentiel de leurs campagnes électorales, le monopole de la parole concernant les intérêts de la Bretagne.

Il en résulte qu'il y a convergence objective entre le plan national et le plan breton, et non divergence comme pourrait le laisser croire le fait que l'un est issu de la gauche et l'autre de la droite. L'austérité du premier s'accorde avec les renoncements du second ; l'abandon des priorités se conjugue avec la persistance des comportements de colonisés des notables. Le neuvième plan pour la Bretagne ne sera pas un plan de développement : la gauche y renonce, la droite n'a jamais été capable de le concevoir...

Si notre critique est radicale, si notre refus des projets actuels de Neuvième Plan est si net, c'est que nous estimons qu'une autre démarche est nécessaire, à la fois dans la manière d'élaborer la planification, et dans son contenu.

En voici les grandes lignes :

- 1) Le plan devrait d'abord être mis sur pied et discuté au niveau régional. Ensuite seulement, chaque collectivité locale ayant fait ses propositions et une ligne directrice pour la région étant établie, la discussion et les orientations pour la France entière peuvent apparaître. C'est exactement l'inverse qui a été mis en œuvre.
- 2) Le plan doit être élaboré démocratiquement. Avec les élus, ce qui rend indispensable la tenue d'élections régionales à la proportionnelle intégrale, sur une circonscription unique déterminée par les cinq départements bretons. Avec la population, ce qui implique qu'on prenne en compte les propositions des partis, avec les syndicats ouvriers, enseignants, paysans et hors production, avec les associations et avec les communes.
- 3) Prévoir pour les Régions les compétences les plus larges possibles. Pas forcément les mêmes pour toutes d'ailleurs, celles correspondant aux peuples minoritaires de l'Hexagone ayant manifestement des désirs d'autonomie plus pressants.
- 4) Prévoir des actions prioritaires prenant en compte le retard industriel de la Bretagne, et la nécessité par le biais des entreprises nationalisées, de le compenser. La mer, l'agro-alimentaire, l'électronique, la défense des produits bretons, la dimension culturelle sont parmi ces actions prioritaires.
- 5) Déboucher sur des processus de négociation avec l'Etat Central, pour que le plan breton ne soit pas une simple annexe du plan français.

Cette démarche autonomiste et démocratique que propose l'UDB s'oppose radicalement aux habitudes quémandeuses des notables bretons de droite. Elle est également à cent lieues du processus technique et jacobin qu'a, cette fois encore, adopté la gauche française.

U.D.B.

(1) Ce texte a été analysé dans le Peuple Breton N° 234 de juin 1983.

La ruine

LE Canard Enchaîné est d'ordinaire mieux inspiré que dans ce numéro de juillet où il s'indigne des travaux faits pour mettre en valeur le tumulus de Barnenez en Plouézoc'h.

Cent soixante millions d'anciens francs pour que soit à peu près préservé un extraordinaire monument, que trop peu de Bretons (et d'autres...) connaissent, ce n'est quand même pas un scandale !

Ou alors que dire du musée de la Villette, du nouvel opéra, ou même du transfert du Ministère des Finances ? Et doit-on comprendre que la construction d'une loge de concierge porte ombrage à la politique de grands travaux en région parisienne ? Précisons quand même que les Bretons n'ont pour leur pays, aucun projet d'Exposition universelle...

Le cheval d'honneur

LE Peuple Breton est heureux de saluer la présence de Pierre-Jakez Hélias dans la promotion du quatorze juillet de la Légion d'honneur. Nous ne doutons pas que le plus célèbre des Bigoudens trouvera dans cette reconnaissance de son talent par la Nation Française l'énergie nécessaire pour traduire son best-seller dans une langue de plus : la langue bretonne.

Depuis le temps qu'il nous le promet !

Le droit au caviar

LE Peuple Breton tient à saluer la lutte héroïque des pharmaciens d'officine pour leur droit au caviar.

En particulier, il est de tout cœur avec Yannick Marzin, président des pharmaciens du Finistère et adjoint giscardien au Maire de Brest, qui vient de déclarer sur les antennes de RBO que ses revenus n'étaient guère supérieurs à deux millions anciens par mois et qui s'est livré à un joli petit chantage aux licenciements.

Que les pharmaciens aient des problèmes peut-être... Mais qu'ils tentent de nous faire croire qu'ils crient famine est quand même abusif !

Il n'y a pas de médicaments contre le fou-rire ?

Le lapsus de Seguy

GEORGES Seguy était l'invité de France-Inter à l'émission « Le téléphone sonne », le 14 juin dernier. Redevenu militant de base, il pouvait s'exprimer sans complexe sur la politique du P.C., celle de la CGT et, bien sûr, celle du Mouvement de la Paix, dont il est le secrétaire hexagonal.

Les journalistes, titilleux, ont essayé de le chercher sur la question des missiles SS 20 soviétiques. Georges ne s'est pas laissé démonter : « C'est une question qui nous interpole » a dit Seguy interpellé.

De là à croire que le vieux militant communiste travaille pour le KGB...

Oubli bête

EUGÈNE Bérest, ancien député giscardien, est aussi nouvel adjoint au maire de Brest, chargé des Affaires Culturelles. Il représente également la ville de Brest au Conseil Régional. Manque de chance, Bérest avait complètement oublié de parler de la culture lors du débat du conseil régional, sur le 9^e plan, et, dans le document préparé par la ville de Brest sur le même sujet, il n'y avait pas la moindre allusion à la culture !

Attaqué sur ce point par le conseiller UDB lors d'une séance du Conseil Municipal de Brest, Bérest s'est rattrapé in-extremis en proposant la création à Brest, d'un orchestre philharmonique de Bretagne Occidentale !

Soyons équitables avec l'éminence grisâtre du Maire de Brest, il a également prévu de rénover une salle de spectacles où pourront être données des œuvres classiques, mais aussi, dixit Bérest « des créations locales, voire du théâtre en langue bretonne... ».

Oh, Monsieur Bérest, ce serait pas un peu osé ?

LA RECONTRÉ INÉDITE

Pas si dingue, le génial Garaudy, quand il écrivait en 1979 : « Tout mouvement authentiquement révolutionnaire en Europe ne peut naître aujourd'hui que d'une rencontre inédite de la politique et de la foi ». Et la Pologne est là pour lui donner raison. Car comment ne pas être interpellé par l'immense foi de ce peuple qui résiste au delà de tout, en faisant rimer nationalisme avec catholicisme ? Même que le Pape, soucieux de canaliser sa base, a déclaré qu'un tel déferlement ne devait pas être prétexte à l'émergence d'églises plus ou moins parallèles en Pologne ; là aussi on normalise, mais les Polonais n'en sont pas à une dissidence près... Bref, que l'on soit catho ou pas, il faut bien reconnaître qu'il y a là quelque chose de neuf, de révélateur, de bouleversant...

Ici, on est déprimé, désenchanté, démobilisé, lassé des messages politiques et des slogans de toutes sortes, on est les déjà déçus du socialisme, notre lendemain qui devait chanter, — tout ça parce qu'on y a trop cru et qu'on ne croyait qu'en ça... Parce qu'une fois de plus on a trop fait confiance aux dogmes, aux institutions, et qu'on a pas eu — qu'on a toujours pas — la volonté suffisante pour nous la changer, cette société. Et si on était en manque de foi ? — je parle d'une foi débarrassée des bla-bla de la religion — et si on avait besoin d'une redécouverte d'évangile, message universel et toujours branché 2000 ans après ? Les églises se vident, d'accord, mais la quête de spiritualité demeure, avec la nécessité d'une transcendence de nos combats...

Je pense souvent à Anjela Duval, à sa vie, à son message, lorsqu'elle disait : « Ha pad a ray Feiz ar Gelted en o Flanedenn betek ar Beure ? » (mais tiendra-t-elle jusqu'à l'aurore la Foi des Celtes en leur Destinée ?) Notre absence d'espoir, j'en veux pour preuve la petite phrase d'Herve Ar Beg : « mais le voulons-nous encore ? » en parlant de la réappropriation de la langue bretonne par son peuple. Une question que nous ne pouvons plus éviter de nous poser aujourd'hui. Racines culturelles, racines spirituelles. Ce sont des militants habitués de foi comme l'était Anjela qui peuvent soulever la Bretagne. Peut-être faut-il re-trouver la foi, non plus ressentie comme une force d'oppression mais comme un levain des luttes nationales et sociales, comme une nouvelle dissidence ? C'est ça la leçon du peuple polonais, qui s'offre le paradoxe d'être prisonnier, mais libre pourtant. Un exemple que nous devons méditer.

Danièle Niot.

Été 83 : c'est l'opulence pour le Football breton. Pour la première fois, trois équipes en première division. Nantes, le champion admiré de tous pour sa sagesse, c'est bien la Bretagne, pour les chroniqueurs de Foot (tiens, le Foot serait-il donc respectueux du peuple et de l'histoire ?). Brest, le club aux dents longues, prêt à annexer l'Armorique entière. Rennes, le vieux stade porte-drapeau du foot-ball breton, dont la première victoire en coupe fut aussi la première manifestation de masse du nationalisme breton (on a vu des mémés sauter de joie, gwen-ha-du en main, à deux heures du matin place de la Mairie...), Rennes retrouve la première division.

Et Guingamp et Quimper ont les dents longues à l'étage au-dessous...

Opulence ? Pas évident. Dans les coulisses du sport le plus populaire en Bretagne, il y a pas mal de centaines de millions qui se brassent, il y a les combines politiques.

Le «Peuple Breton» commence ce mois-ci une enquête en trois volets sur le foot en Bretagne. Avec le Football pro et ses problèmes d'argent...



LE FOOT EN BRETAGNE

1. LE CLUB ET LA VILLE : QUESTIONS DE FRIC...



D.R.

Match retour Laval - Guingamp. Ason issue, l'En-Avant se qualifiera pour les quarts de finale de la Coupe de France.

En Bretagne, le football dit de haut niveau, a donc tendance à se porter de mieux en mieux... sur le plan des résultats tout du moins, et des montées de 3^e en 2^e, ou de 2^e en 1^{re} division... mais les mentalités, les stratégies qui président à la destinée de chacun de ses clubs différent, comme varient les états de leur finances, ou plutôt leurs degrés de dépendance vis-à-vis du partenaire numéro un: la ville.

Parlons rapidement chiffres. Pour l'année en cours les subventions municipales sont de l'ordre de: 100 000 F. à l'En-Avant de Guingamp, 600 000 F au Stade Quimpérois, 1 600 000 F au Stade Brestois (qui devient cette année le Football Club Armorique), 2 000 000 F au F.C. Nantes et 2 425 000 F au Stade Rennais.

Une bonne habitude

Sans trop détailler ces sommes et leurs à-côtés, on peut par exemple signaler que, pour Nantes, la ville retouche les droits de places sur les spectacles, qui approchent la subvention versée laquelle l'est en une seule fois et en début de saison; les installations sont entretenues par la ville et l' élu chargé des sports est en contact avec le FCN, ses comptes étant vus chaque année.

Autre illustration: aux 160 millions de centimes (dont la moitié est destinée à la création et au développement d'un centre de formation) de subvention de la municipalité brestoise, il faut ajouter la

taxe sur les entrées reversée au club, soit un total de 100 millions de centimes. Les deux sommes ajoutées représentent un peu moins de 15% du budget total du FC Armorique.

15%, c'est aussi la part du budget représentant la subvention municipale pour le Stade Quimpérois: 600 000 F. pour un budget de 4 millions de F. Une proportion qu'il faut augmenter sensiblement dès lors que l'on considère le cas du stade rennais: avec un budget pour la saison 83/84 qui prévoit 18 000 000 F de dépenses, le Club d'Ille-et-Vilaine voit la subvention municipale «ordinaire» de 2 425 000 F être augmentée d'une subvention «exceptionnelle» de 3 800 000 F. Ceci du fait de la montée en 1^{re} division qui nécessitait l'achat de joueurs, opération d'ores et déjà réalisée. Globalement, on peut dire que la subvention municipale représente au minimum 25% du budget du club.

Les variations sont donc importantes. Ainsi, pour l'En-Avant de Guingamp tombons-nous à une subvention représentant seulement 3% du budget du club. Noël Le Graet son président, que nous avons rencontré, explique: «La subvention que l'on reçoit est à la hauteur du budget de la ville qui compte 8 500 habitants. Nous sommes obligés de nous débrouiller tout seuls, et je pense que c'est une bonne habitude que nous avons prise. Ne pas avoir de roue de secours nous contraint à ne pas prendre de risques financiers au-dessus des possibilités du budget. Guingamp est la plus petite ville, et de loin, où existe un club de seconde division, ce

qui nous a obligé dès le départ, à fonctionner de manière indépendante».

Escalade

Interrogé également, François Yvinec, président du Stade Brestois n'envisage pas les rapports club/ville sous un autre angle que celui d'un partenariat bien compris: «Il ne peut pas y avoir de football de haut niveau sans une coopération étroite entre la ville et le club. S'il est normal qu'à certains moments, la ville ait à assurer des responsabilités financières face à des échecs liés aux résultats du club, il ne faut pas que ça devienne systématique, qu'elle soit mise sans cesse devant le fait accompli».

Et le président du F.C. Armorique d'introduire la notion de «service public» du club: «Lorsqu'on parle du foot de haut niveau, ce n'est plus de sport qu'il s'agit: c'est un spectacle fait à partir du sport. Pourquoi? Parce que le football est la manifestation sportive qui plaît le plus et qui rassemble le plus de monde. A ce sujet, il y a encore trop de confusion chez les gens. A mon avis, il faut distinguer le foot pratiqué par une grande majorité de joueurs en amateurs (la Bretagne est une des toutes premières Ligues de France), et le foot de haut niveau: jamais je ne serais le président d'un club à section professionnelle si je n'étais pas persuadé que beaucoup de gens veulent voir un spectacle. Les professionnels me vendent leur talent, et je me sers de ce talent pour créer un

spectacle. C'est tout. Et qu'on ne vienne pas me dire qu'en rassemblant un vaste public, nous ne faisons pas œuvre à la fois sociale, éducative (stimulation à faire du sport), culturelle et économique, ce serait faux...».

Seulement, la plupart du temps, les acteurs du spectacle en question coûtent de plus en plus cher à présenter au public. C'est même d'une escalade qu'il s'agit. A Mulhouse (seconde division), la fourchette des salaires va de 20000 F à 120000 F! Si le club ne donne pas de résultats, il ne fait pas recette, le déficit s'accroît et est épongé par... la municipalité. Une fuite en avant que Noël Le Graet fustige: «Je constate que ce sont les clubs qui sont le plus largement aidés, qui ont les problèmes financiers les plus graves. Plus ils sont subventionnés et plus ils deviennent assistés; plus ils prennent de risques et plus ils tombent de haut».

Le président de l'En-Avant de Guingamp explique qu'il y a un choix entre deux politiques: ou bien pratiquer un système de rémunérations adaptées à un budget qu'on s'efforcera de maintenir équilibré, donc des salaires près de la réalité; ou bien se prononcer pour des rémunérations adaptées au marché, où les surenchères sont de mise et aboutissent à des salaires qui n'ont plus rien à voir avec la valeur des joueurs, ni avec les possibilités financières du club.

L'inflation? C'est facile!

«Notre discours n'est pas isolé», continue Noël Le Graet. «Mais nous sommes toujours peu nombreux à raisonner de cette façon. Très prochainement, il faudra bien pourtant des réactions énergiques face à ces désastres financiers que sont ces clubs gérés de manière illogique économiquement et scandaleuse. Savez-vous que l'inflation des rémunérations des joueurs atteint maintenant par an 30 à 40%! Pour faire comprendre l'inflation aux écoliers, ce serait un excellent moyen pour eux d'aller voir ces clubs. C'est tout de même incroyable: imaginez un club de foot comptant 25 salariés et dont les 4/5 touchent un salaire de super PDG. Question: comment sérieusement gérer une telle entreprise? Ce sont des clubs comme Lille, Metz, Marseille, et j'en passe, qui, en distribuant à leurs joueurs des sommes colossales, font que l'image de marque du foot en France se dégrade complètement».

En Bretagne, les salaires des joueurs ne paraissent pas très élevés. En 1^{re} division, une fourchette de 7000 à 30000 F est annoncée pour le Stade Brestois, ce qui selon son président, met le F.C.A. tout au plus au milieu du tableau dans l'échelle des rémunérations.

Noël le Graet: «Ce sont les clubs les plus largement aidés qui ont les problèmes financiers les plus graves...»



Le Peuple Breton

En seconde division, Jean-Pierre Hémon nous communique pour le Stade Quimpérois dont il est le secrétaire-général un éventail allant de 3000 F (joueur promotionnel) à 12000 F (joueur professionnel). Pour l'E.A. Guingamp, respectivement: 5000 F et 8 à 10000 F. Au passage, une rapide explication: un club de football est classé professionnel s'il emploie sous contrat au moins sept joueurs pros. Aut-dessous, il est répertorié «amateur» (En-Avant de Guingamp), ou «indépendant» (Stade Quimpérois). L'un comme l'autre emploient quatre footballeurs professionnels sous contrat.

En complément aux commentaires de Noël Le Graet, citons la réflexion de François Yvinec: «Le foot est malade, à cause de légèretés de gestion, de scandales financiers. Ce qui est grave, c'est

que le résultat sportif est, souvent, l'émanation des possibilités financières. En règle générale, le gâteau est mangé par les riches. Alors, soit nous gardons une part à la glorieuse incertitude du sport. Soit, on règle le canevas et on peut donner le classement final en début de championnat. Actuellement, nous allons plutôt vers la seconde solution, malheureusement. Il faut que les responsables de clubs professionnels s'associent: j'ai récemment créé un «club des présidents». 19 sur 34 y ont adhéré et j'ai reçu les encouragements du président de la Ligue professionnelle. Il faut d'autre part réunir chaque président et chaque adjoint au sport des villes concernées».

P. Gallais,
(A suivre).

AUBERGE LE CROAJOU-MEIN

La Croix de Pierre
29218 PLOUGONVEN
tél. (98) 72.52.55



55, rue Yves-Collet
Brest
Tél. : 44.52.89

LE CAFÉ DES MOUETTES

Numéro un en BIERES-WHISKIES

Port de Commerce
29200 BREST
Tél. : 44.33.21



LE CHIEN NOIR

BAR
JEUX

BREST-RECOURANCE
2, rue Pierre-Ozanne
Tél. (98) 49.59.29

Début juin: les deux équipes de jour (une trentaine de salariées) de la Société Française de Tricotage-Textile de Dinan se mettent en grève (notre photo). Une seule revendication: que le taux horaire de base soit au moins égal au taux du SMIC. Dans le textile, en effet, les primes de rendement occupent une grande place, et les augmentations sont données sur les primes et non sur le taux de base (avec les conséquences sur les cadences que l'on devine, ainsi qu'à terme sur l'emploi). Dix jours plus tard après une « négociation-marathon », et avec le soutien de l'UL CFDT les salariées et la direction parvenaient à l'accord suivant: « augmentation du taux horaire de base et du taux horaire de production (soit une hausse mensuelle de 330 F), pas de perte de prime d'équipe, ni de baisse du taux de prime de production en cas d'absence; programme de formation.

Autres aspects de l'actualité sociale dans la région en cet été 83: aux Forges et Laminoirs de St-Brieuc, reprise probable à la rentrée par le groupe SACILOR à hauteur de 150 emplois, d'où de toute façon, selon la CFDT, quelques dizaines de licenciements à craindre, seule solution à l'application de la réduction du temps de travail. A St-Brieuc également, chez Chaffoteaux, où les employés connaissent actuellement le chômage partiel, des licenciements prochains sont prévisibles. Toujours à Saint-Brieuc, à la mi-juillet, 100 salariés de STAR-Caravane étaient mis au chômage technique longue durée, soit un tiers de l'effectif de l'entreprise.

Signalons enfin aux couvoirs Boscher de Loudéac, 15 licenciements effectifs fin

L'été social de Dinan à St Brieuc



Le Peuple Breton

juin, et à Quintin à la mi-juin, une seconde vague de licenciements chez SOPROSUR (conditionnement de pou-

lets) concernait soixante-dix emplois. De 230, l'effectif du personnel est ainsi tombé à 60.

MEDIA

Pas de ça chez nous !

Il y a un an, lors de l'installation à Quimper de Radio-Bretagne-Ouest dans les locaux de l'ancienne caserne des Ursulines, on avait laissé entendre que Brest aurait tôt ou tard son studio et sa station de télévision.

Au Sud le son, au Nord l'image, en quelque sorte.

De plus, RBO a vite senti la nécessité de pouvoir disposer à Brest, d'où part une bonne partie de l'information en Bretagne occidentale, d'un studio permanent.

FR3 et Radio-France ont donc fait des propositions à la ville de Brest. Or, on vient d'apprendre, par une imprudence de Bertrand Cousin, adjoint au maire de Brest, que la ville avait opposé un refus très sec, car « la télévision et RBO ne sont que des officines de propagande ».

Voilà donc la Bretagne occidentale pénalisée par le sectarisme d'une équipe RPR qui n'aura même pas eu l'ouverture d'esprit (ou le réflexe politique...) d'un Marc Bécarn, maire de Quimper et hôte satisfait de Radio-Bretagne-Ouest. □

GRANDE MUETTE

Trois insoumis bretons

Emprisonnés pour insoumission et refus d'obéissance en novembre 82, Yannick Le Bechennec et Youenn Chailou, suivis par Bernéz Boulc'h en mars dernier, ont été transférés le 1^{er} juillet de la maison d'arrêt de Rennes à l'hôpital des prisons de Fresnes, suite à la grève de la faim qu'ils avaient entamée le 6 juin. La peine à laquelle ils ont été condamnés est lourde: 16 mois de prison ferme.

Mis à part le fait que le remplacement des Tribunaux permanents des forces armées par un tribunal formé de magistrats civils n'a apparemment pas changé grand-chose dans le déroulement des

procès (ne serait-ce qu'à cause du refus des juges d'entendre des témoins désirant s'exprimer en breton), les trois insoumis bretons connaissent le sort des prisonniers de droit commun. Ils demandent que leur soit appliqué un statut de prisonnier politique.

Pour sa part, l'Union Démocratique Bretonne se prononce « en faveur de la libération et du retour en Bretagne des détenus; des conditions de détention différentes de celles des « droits communs » en cas de maintien en détention; du respect de l'objection de conscience pour des raisons philosophiques, religieuses ou politiques, y compris motivés par la situation du peuple breton ». □



BRULERIE DE CORNOUAILLE

Le spécialiste des cafés fins

TONGA - NOUVEAU : TROPICANA 100% Arabica
TORRÉFACTION - PLONEOUR-LANVERN - Tél. (98) 87.62.81



XIII^{ème} FESTIVAL INTERCELTIQUE



LA CULTURE BRETONNE
c'est aussi

L'ÉCONOMIE

La chambre de Commerce et d'Industrie du Morbihan
oeuvrant pour la

PROMOTION DES BRETONS ET
LE DÉVELOPPEMENT DE LA BRETAGNE
dans le cadre de 4 axes de politique et d'action :

- La Promotion des Idées et des Connaissances
- La Promotion des Hommes
- La Promotion des Entreprises
- La Promotion des Equipements

- met à la disposition de tous les Bretons -
6, rue de Kezguélen, Tél : 64.37.80 à LORIENT un

**CENTRE
CONSULAIRE DE DOCUMENTATION
ET D'INFORMATION ÉCONOMIQUE**

*Sa documentation économique
(revues, ouvrages, études, rapports, annuaires,
statistiques etc...) est particulièrement spécialisée sur
le MORBIHAN et la BRETAGNE dont l'Economie est
visualisée sous forme de Tableaux de Bord.*

IMPRIMERIE CENTRALE

6, rue Faidherbe

56 LORIENT

Tél. 21.11.46

COMPTOIR DES AFFAIRES SOLDEUR PROFESSIONNEL

Faillites - surplus - domaines - douane

Toute l'année 50% moins cher

10, place Jules Ferry - LORIENT

Au Plaisir d'Offrir

LE CAIR André

12, place Jules-Ferry

56100 LORIENT

Tél. : 21.06.50

Souvenirs Bretons



FOIRE DE LORIENT

EXPOSITION ECONOMIQUE DU MORBIHAN

24 SEPTEMBRE - 2 OCTOBRE 1983

600 STANDS COUVERTS - 25000m² AIR LIBRE - 100000 VISITEURS - ANIMATIONS

AL 5 au 15 AOÛT 83 DE LORIENT

DISQUES



SBE, 14, passage du Blavet - 56100 LORIENT - Tél. 21.23.91

NOUVEAUTÉS :

Glenmor: la coupe et la mémoire SB 403
Album double Bretagne: SB 405-406
Kornog - BUR 811
Yannick ar Bleiz: DCB 3707
Chants de marins, Gabiers d'artimon SB 404
Flûte de pan et orgue SB 407

Aux Produits Naturels

Aliments Biologiques

diététique - esthétique

5 et 7, rue Victor Massé
LORIENT - Tél. 64.54.06

**ABONNEZ-VOUS !
VOUS Y GAGNEZ...**

...NOUS AUSSI



**MOBILIER
DE FRANCE**

MOYSAN

LORIENT-VANNES-HENNEBONT

*Restaurant **NN*
« Le Victor Hugo »

tél : (97) 64.26.54 36, rue Lazare Carnot. 56100 Lorient

AURAY - QUIBERON

UN TRAIN DE RETARDS

Acte 1 — Il existe depuis quelques années une « navette » SNCF entre Auray et Quiberon, fonctionnant pendant les mois d'été et qui permet de désengorger l'axe routier unique Quiberon-Plouharnel (et pour cause c'est une presqu'île...). Ce service est déficitaire — de moins en moins chaque année d'ailleurs — mais rend bien service. Le déficit est épongé par deux enveloppes: l'une de la SNCF, l'autre du SIVOM présidé par Christian Bonnet (vous connaissez?)

Acte 2 — Le SIVOM par la voix de son président a clamé tout l'hiver, haut et fort que si en été 83 la SNCF voulait maintenir la liaison ferroviaire Auray-Quiberon, il fallait que l'État prenne toute ses responsabilités. Après tout la SNCF est société nationalisée et le SIVOM n'a pas à pallier le désengagement de l'État... etc. Voilà en gros le discours tenu. Se payer un ministre communiste et au-delà le gouvernement de gauche, un vrai plaisir.

Acte 3 — Après plusieurs mois de silence le ministère des Transports fait savoir qu'il se propose de participer à la couverture du déficit prévisible dans les mêmes conditions que les autres années, et invite le SIVOM à en faire autant. Dès lors le SIVOM est mis au pied du mur (d'autant que la saison approche): ou il refuse sa participation financière et il apparaît alors comme l'unique responsable de la non-reconduction de la desserte ferroviaire, ou il accepte les propositions du ministère. C'est la seconde option qu'il choisit.

Morale (pas très morale) de l'histoire: la droite bloque. C'est pas nouveau ni très original, mais ici les mauvaises langues prétendent que le plan de Bonnet était très au point... En effet, en annonçant très tôt que le SIVOM ne voulait pas cette année mettre un sou pour assurer le maintien de la desserte ferroviaire, l'espoir était de voir un refus aussi catégorique du ministère des Transports.

La suite était simple! Après un bon couplet sur le désengagement de l'État, il n'y avait plus qu'à acheter le matériel pour assurer la liaison Auray-Quiberon sous couvert d'une société d'économie mixte (ou privée tant qu'à faire). Joli coup! On tapait à bras raccourci sur le gouvernement de gauche et on brisait le monopole de la SNCF. Voilà ce que disent les mauvaises langues dans le coin. Pour ceux qui se demanderaient quel est l'intérêt pour une entreprise de prendre en charge une liaison déficitaire, il faut savoir que la SNCF fait ses calculs sur la base d'un coût au kilomètre unique pour toute la France. Donc bien au-dessous du prix réel pour, par exemple, les Alpes à cause des nombreux ouvrages d'art, ponts, tunnels, et bien au-dessus du prix réel pour, par exemple, Auray-Quiberon. Une société affranchie de ces contraintes se serait donc retrouvée avec une liaison bénéficiaire. C.Q.F.D.

Section U.D.B. d'Auray.

QU'EST - CE QUI EST ENTOURÉ D'EAU ET QUI N'EST PAS UNE ÎLE ?

Une île est-ce une terre entourée d'eau? Non, répond l'Education Nationale.

Exemple, l'île de Batz, au large de Roscoff. Il y a bien de l'eau de tous les bords, mais pas assez pour qu'on y installe un collège. Les Bazichens ne sont, paraît-il, pas assez loin du continent...

Pourtant l'hiver, quand la tempête souffle et que les gosses partent en pension pour toute la semaine et arrivent trempés dans les collèges de St-Pol-de-Léon, le statut d'Iliens leur apparaît avec une sacrée acuité!

C'est ce que les Parents d'élèves de l'île ont dit avec fermeté, le 13 juillet, en allant à Roscoff avec une quinzaine de bateaux bloquer le départ du Tour de France à la voile. Maire en tête, le canot de sauvetage, les vedettes du passage, la dizaine de goémoniers et l'unique chalutier ont tendu une fune en travers de la sortie du port du Blosson.

Il faut dire que leurs arguments sont plutôt valables: si l'on ouvrait en

sixième et en cinquième une antenne du collège des îles du Ponant, vingt-cinq enfants seraient scolarisés; et plus de quarante si tout le premier cycle était concerné. Les Iliens vous disent au passage qu'on l'a bien fait pour cinq élèves à Molène...

Alors ils sont intervenus auprès de Savary, auprès du Recteur Rollin, auprès de Marie Jacq, député PS de l'endroit; en vain pour le moment.

Après le blocage du Tour de France à la voile, les Iliens, qui ont vu débarquer chez eux un nombre record de gendarmes (sept...) sont décidés à aller plus loin.

Ce qui prouve une fois encore, le dynamisme dont fait preuve l'île de Batz: sa population, est, de loin la plus jeune de toutes les îles du Ponant. Avoir un collège est, pour elle, d'autant plus facile que le curé met ses locaux à la disposition de la future école. Voilà encore une autre singularité...

J. G.

BARRAGE D'ARZAL

DU COUESNON A LA VILAINE OU DE LA PAILLE A LA POUTRE

«On ne vainc la nature
qu'en lui obéissant»
(Chateaubriand)

Le Président de la République, inaugurant les travaux de démolition d'une digue édifée en 1856, a déclaré: «Un grand pays sait reconnaître et réparer ses erreurs». Voire. S'il faut attendre plus d'un siècle, quelle accumulation d'effets néfastes entre temps!

En revanche, cela permet de ménager des susceptibilités haut placées. La destruction de la digue de La Roche-Torin en baie du Mont-Saint-Michel doit laisser bien froids ses défunts constructeurs.

Il n'en va pas de même pour le barrage récent sur le Couesnon, censé protéger une ville, contre la submersion marine, et qui contribue à accélérer la submersion du Mont par le sable. Aussi se contentera-t-on de l'«aménagement» et non de le démolir...

Il n'en va pas de même pour un autre barrage d'estuaire sur un fleuve beaucoup plus abondant. A celui-là aussi on assignait la mission d'éviter les inondations et de couvrir les «besoins», notamment touristiques, de tout un littoral. Celui-là aussi a coupé littéralement la respiration du fleuve, accéléré l'envasement, perturbé l'harmonieux et progressif mélange des eaux marines et fluviales.

Premières conséquences: un envasement accru, asphyxiant des installations conchylicoles, l'interruption de la migration des anguilles et leur raréfaction, et puis, l'an dernier, la prolifération d'algues fatales à la faune marine: poissons morts de juin 1982.

En ce mois de juin 1983, des phénomènes insolites et inconnus de mémoire d'homme se manifestent d'ores et déjà: méduses échouées par milliers; bancs d'écume grisâtre; eau trouble et glauque par beau temps; absence et raréfaction des crustacés jusqu'aux abords, non plus d'Hoëdic, mais de Belle-Ile.

Les gens du coin se risquent à prononcer deux expressions tabous: «côte pourrie» et «barrage d'Arzal». Chut! Et la saison, vous n'y pensez pas! D'ailleurs, aucun quotidien n'a signalé ces anomalies ni imprimé le mot fatal «Arzal» (1).

Pensez aussi que les instigateurs, promoteurs et constructeurs de cette réalisation technique d'avant-garde sont toujours en place. Comme sont en place ceux de la centrale de Plogoff: ils ont failli détruire à jamais le site et l'environnement de la pointe du Raz... avant

d'être contraints d'avouer qu'il y a surproduction d'électricité. On licencierait sans ambages un lampiste pour beaucoup moins que cela.

Pourtant, loin de «reconnaître et de réparer leurs erreurs», tous ces gens ne qualifient-ils pas d'«irresponsables»... les hommes politiques qui leur ont succédé depuis deux ans?

Voilà qui rappelle la fameuse parabole de la paille et de la poutre.

A quand, Monsieur le Président du Conseil Régional (et du Conseil Général du Mor-Bihan) la mise à l'étude et la mise aux voix de l'«aménagement» du barrage d'Arzal?

A. G.

(1) Lire «Les poissons morts du Mor-Braz: marée brune ou marée d'argent?», dans le «Peuple Breton» daté novembre 82.

Centre de Diffusion au service des cultures et civilisations bretonnes et celtiques

BREIZH vous propose dans ses 3 magasins :

BREIZH 9, avenue du Général de Gaulle
44500 LA BAULE — Tél. (40) 60.21.62

BREIZH 17, rue de Penhoët
RENNES - Tél. (99) 79.01.87

BREIZH 10, rue du Maine
75014 PARIS - Tél. (1) 320.84.60
**UN GRAND CHOIX DE LIVRES ET DISQUES
BRETONS, ECOSSAIS ET IRLANDAIS**

LA MARINE MARCHANDE AUJOURD'HUI : VIVRE ET TRAVAILLER A BORD D'UN PETROLIER

La Marine Marchande est un milieu fermé, une sorte de ghetto et peu de gens à terre connaissent la situation réelle des marins. Ceux-ci, nombreux en Bretagne, avaient vu avec satisfaction et espérance «un pays»: Louis Le Pensec, accéder aux plus hautes fonctions de leur administration. Ils attendaient du Ministre de la Mer, qu'il soit l'artisan des changements nécessaires dans une profession quelque peu figée dans ses traditions et ses habitudes. Hélas, le 3^e gouvernement Mauroy a cru pouvoir se passer d'un Ministère de la Mer, c'est dommage et c'est une erreur qui aura des conséquences politiques.

Nous nous proposons d'exposer, dans une série d'articles sur «La Marine Marchande, aujourd'hui» les libres opinions, les réflexions et les propositions de quelques professionnels de la mer.

L'équipage se compose de trente personnes dont neuf officiers. La durée normale d'un embarquement est actuellement de 100 jours. Pendant cette période, le pétrolier effectue généralement plusieurs rotations entre un port exportateur de pétrole situé soit en Afrique du Nord ou de l'Ouest, au Golfe Persique, au Vénézuéla, au Mexique ou en Mer du Nord et un port importateur européen ou américain.

Dans les pays fournisseurs, le plus souvent, le littoral n'est visible qu'à la jumelle, le navire étant chargé par oléoduc sous-marin. Dans les ports importateurs, il est possible de mettre le pied à terre, quelques heures, malgré les escales très courtes, 24 à 36 heures, et les distances souvent importantes entre port et ville. Au cours de ses 100 jours d'embarquement, le marin pétrolier ne peut donc marcher sur la terre ferme beaucoup plus d'une douzaine d'heures.

Les marins travaillent au moins 8 heures par jour pendant toute la durée de leur embarquement, soit 56 heures par semaine. A bord d'un navire, il n'y a ni week-end, ni jours fériés chômés. Les jours se suivent et se ressemblent. La régularité et la monotonie de l'existence sont si lancinantes que le travail devient l'exutoire indispensable à l'ennui.

Décibels et chaleur humide

Contrairement aux travailleurs des usines, qui une fois la porte passée, retrouvent la liberté de la rue; les marins sont prisonniers de leur usine flottante et restent en permanence à la disposition de leur employeur.

Les manœuvres d'entrées et de sorties des ports, les avaries de l'appareil de propulsion, peuvent à tout moment, du jour ou de la nuit, mobiliser le personnel pendant d'interminables heures supplémentaires. Les conditions de travail sont parfois pénibles, notamment pour les



mécaniciens, qui, semblables à des lilliputiens sous le capot du moteur de votre voiture, évoluent dans les fonds obscurs des machines, apparemment insensibles aux décibels ahurissants, à la chaleur humide (après Dakar, ou après Suez la température de l'air ambiant du compartiment machine atteint couramment 45 à 55°) à l'air vicié, bleuté de vapeurs d'huile ou de gaz d'échappement.

Il faudrait ajouter à ces inconvénients: les vibrations du navire dont l'intensité varie proportionnellement à la vitesse de rotation de l'hélice, le mauvais temps qui augmente considérablement la pénibilité du travail et rend le sommeil agité et introuvable à cause du roulis ou du tangage du navire. Mais toutes ces conditions «barbares» qui seraient intolérables pour le commun des mortels, ne sont que bagatelles pour le marin habitué et démontrent que l'être humain jouit de possibilités étonnantes d'adaptation.

Les navires actuels sont automatisés, c'est-à-dire que la machine de propulsion est théoriquement conçue pour fonctionner sans intervention et sans surveillance humaines. Cette automatisation a permis aux armateurs de réduire le personnel navigant d'un tiers, notamment en supprimant le service par quarts des mécaniciens et en les rendant ainsi disponibles pour le travail d'entretien à la journée.

Un projet à l'étude prévoit une automatisation perfectionnée des navires à partir de 1985, qui aboutirait à réduire les équipages à 13 personnes. Pour l'instant, la conduite du navire est assurée en continu à la passerelle de navigation par trois officiers assistés de trois matelots timoniers. Ils se répartissent par groupes de deux, la journée de 24 heures en 6 quarts de 4 heures, effectuant chacun 2 quarts par 24 heures, l'un de jour, l'autre de nuit. A terre, la réglementation du travail en continu exige le relaiement de cinq personnes ce qui réduit la durée hebdomadaire de travail pour chacune d'elles à 34 heures. Les marins devront-ils toujours assurer la veille en continue à trois, comme sur la passerelle du Santa Maria de Chris-

tophe Colomb?

La durée des congés est portée à 18 jours pour 30 jours d'embarquement à partir de 1983, ce qui correspond approximativement au même nombre de jours de travail et de repos qu'à terre, à ceci près que 24 heures de présence à bord (dont 8 heures de travail) ou 8 heures de travail à l'usine sont compensées par un congé-repos équivalent. Le total des congés annuels à terre donne: 5 semaines + 47 week-end + 10 jours fériés = 139 jours soit 356 - 139 = 226 jours de travail.

A bord pour 226 jours d'embarquement on obtient $226 \times 18/30 = 136$ jours de congés. Les contraintes, parfois dures, du métier de marin sont «compensées» par des «salaires relativement améliorés» par rapport à ceux de terre. Le principal avantage de ce métier est, sans doute, de permettre aux marins et à leurs familles d'habiter les zones rurales ou de petites villes et de percevoir des salaires de niveau industriel généralement réservés aux grandes villes. Selon l'ancienneté de fonction le salaire mensuel brut 1983 d'un commandant de pétrolier se situe aux environs de 20 000 à 25 000 francs, celui d'un matelot de 6 000 F à 7 000 F.

La séparation d'avec la famille durant le temps de l'embarquement, 3 à 4 mois d'affilée, demeure le principal problème des marins. Cette condition à elle seule justifie le niveau des salaires. Cette absence prolongée du foyer et régulièrement renouvelée pendant toute la vie professionnelle, jusqu'à l'heure de la retraite à 55 ans, fait dire aux marins lorsqu'ils embarquent «qu'ils ont hâte de vieillir». Le poids de ces mots en dit long chez des «gens de mer» habituellement économes de paroles. Les conditions modernes de navigation: la rapidité des rotations, les réductions d'effectifs, les mauvaises conditions physiques et psychologiques de travail, la course folle de la concurrence notamment avec les pavillons de complaisance, font que le métier de marin reste un métier pénible et le départ à la retraite est pour la plupart une véritable délivrance.

Alain Cariou.

SOCIAL : PRIORITÉ A L'EMPLOI

Après les luttes culturelles et l'autonomie le mois dernier (P.B. n° 235), nous continuons la publication de nos commentaires sur les travaux de la 2^e convention nationale de l'UDB tenue en mai à Lorient.

S'il est des réformes qui font l'unanimité, ce sont bien les avancées sociales réalisées depuis deux ans. A droite, Chirac, Giscard, Barre, Gattaz et consorts sont largement d'accord pour les dénoncer et les saboter. A gauche, chacun s'emploie à défendre ces premiers acquis du socialisme. Dans ce domaine, l'UDB a part quelques critiques de détail, juge positif le premier bilan social du gouvernement.

La plupart des mesures ponctuelles prises comme les contrats de solidarité, les plans de formation des jeunes, le relèvement des prestations familiales et sociales, les coups de pousse au SMIC ont répondu à nos attentes. De même, il faut se féliciter des acquis structurels qui répondent à de très anciennes revendications syndicales comme la retraite à 60 ans, la 5^e semaine de congés payés, les 39 heures ou les lois sur les droits des travailleurs.

L'UDB tient pourtant à faire état d'une double inquiétude: dans l'immédiat face au «plan Delors» et dans l'avenir face à l'absence des réponses aux problèmes particuliers posés en Bretagne.

Tout d'abord, l'UDB condamne l'infléchissement de la politique gouvernementale. Elle ne peut accepter les renoncements liés au plan d'austérité accepté par le gouvernement tout entier. Cette rigueur aveugle coûtera cher aux travailleurs.

Renoncer à privilégier l'emploi et accepter une progression du chômage équivalait à pénaliser les Bretons encore plus que les autres.



Une inquiétude : la politique gouvernementale n'a toujours pas pris en compte (faute de volonté et de véritable régionalisation) les réalités bretonnes dans l'exploitation sociale des travailleurs. Notre photo : conflit de la réparation navale à Brest, fin 82.

Les salariés bretons appartiennent en effet en grande majorité (67 % contre 47 % en moyenne française) à des secteurs en difficulté (bâtiment-P/M.I.-P/M.E.). Ainsi seront de nouveau atteints ceux qui ont déjà été le moins touchés par les dividendes du progrès social, même depuis mai 81.

Ce phénomène ne peut qu'être accentué par la colonisation de la Bretagne puisque, selon une récente enquête de la C.R.C.I. (1), 53 % des salariés bretons dépendent d'entreprises extérieures à la région. Que représente une succursale bretonne pour des capitalistes soucieux avant tout de leurs intérêts! Même les grosses entreprises ne seront pas épargnées car c'est justement dans cette

catégorie que la dépendance est la plus nette. Un seul établissement de plus de mille salariés (sur un millier) a son siège en Bretagne. Et encore, s'agit-il d'«Ouest-France»!

La seconde inquiétude est que la politique gouvernementale n'a jamais pris en compte, faute de volonté et faute de véritable régionalisation, les réalités bretonnes dans l'exploitation sociale des travailleurs.

Si les inégalités entre catégories socio-professionnelles ont été mises en évidence et en partie réduites, on ne parle plus désormais dans la gauche hexagonale des inégalités entre régions et rien ne permet malheureusement d'affirmer que la surexploitation des travailleurs bretons est allée en s'amenuisant depuis 24 mois. Les décalages persistent dans les salaires et les conditions de travail par rapport à la moyenne française et rien ne laisse envisager (la crise provoquerait même l'inverse) un quelconque rattrapage.

L'UDB ne pourra que condamner vigoureusement, s'il était confirmé, un tel abandon des idéaux de la gauche en Bretagne. L'État se doit, quelles que soient les circonstances, de garantir aux travailleurs le premier de leurs droits: le droit à un emploi dans les mêmes conditions que les autres Français. Ce droit passe par le rattrapage des inégalités héritées des régimes précédents et par la mise en œuvre d'un plan de développement économique.

F. Kerfraval

Ceci VOUS concerne !

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom : Prénom :

Adresse :

.....
déclare vouloir adhérer à l'U.D.B.

Signature :

A le 19

Adressez ce bulletin (découpez ou recopiez) à : U.D.B. - B.P. 304, 29273 BREST CEDEX

(1) Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie.

LANGUE BRETONNE

ACTIONS, REACTIONS, INITIATIVES...

Dans la nuit du 12 au 13 juillet, les militants de **Skol an Emsav** ont remis ça: le long de la voie express St-Brieuc-Vannes en passant par Brest et Quimper, ils ont maculé de goudrons les noms des communes et inscriptions uniquement en français, ceci afin, une nouvelle fois (on se souvient des campagnes de rebretonnisation lancées par S.A.E. l'an passé) d'attirer l'attention sur un bilinguisme qui tarde à entrer dans les faits. Les inscriptions signalisatrices ou explicatives en français et en breton sont toujours attendues. Et pourtant, rappelle S.A.E.: «Ces propositions allaient dans le sens des conventions internationales signées par la France et des recommandations du Parlement Européen, et de ce qui se fait dans la plupart des pays voisins (Pays de Galles, Pays Basque Espagnol, Slovénie...). Elles montrent la conscience du rôle fondamental des diverses cultures dans toute organisation sociale, alors que la France les a refoulées à l'intérieur de l'esprit même des peuples par son idéologie uniformisatrice». Les promesses du pouvoir actuel en la matière ont donc besoin d'une mobilisation importante pour qu'elles soient concrétisées, affirme S.A.E., qui signale que des projets de bilinguisme existent déjà à Carhaix et à Lannion (en partie rentré dans les faits pour celle-ci).

Lors d'une conférence de presse à la mi-juillet, l'association **Diwan** a fait part de son humeur à un recul important des propositions du Rectorat par rapport au protocole d'accord signé avec lui en février 1983. Pour Diwan: «Nous nous étonnons que, depuis la signature de ce protocole qui devait marquer «la volonté ministérielle de faire prendre en charge l'enseignement des langues et cultures régionales en Bretagne par l'Education Nationale», nous ayons dû attendre près de cinq mois un document dont les seules nouveautés par rapport aux textes officiels semblent avoir été pensées pour réduire la portée de l'accord de février 1983. En particulier, ne sont prises aujourd'hui en considération que les écoles ayant au moins deux ans d'âge, alors que l'accord signé en février valait pour l'ensemble des écoles existant lors de sa signature, quelle que soit leur ancienneté. Ne sont prises en considération également que les classes ayant un minimum de douze élèves, alors que le Recteur lui-même avait admis la possibilité de ramener cette norme à 8, compte tenu du caractère spécifique de l'enseignement en langue bretonne. Pour ce qui concerne le niveau du soutien financier de l'État, l'accord de février prévoyait que le Ministère de l'Éducation Nationale prendrait en charge le traitement des enseignants ayant les diplômes requis et non pas une fraction de ce traitement. Enfin, les documents qui nous ont été transmis ne comportent aucune proposition concrète de collaboration, notamment pour ce qui touche à la formation des maîtres. Sur la base des pro-

Diwan vient de sortir cette plaquette bilingue sur les écoles en breton. On peut l'obtenir contre 2F en timbres à : 29214 TREGLOU.



positions du Ministère, le décompte des classes remplissant les conditions requises fait apparaître que l'association se verrait attribuer pour l'année 1983-1984 un soutien financier qui, compte tenu de son développement, ne représenterait qu'environ 20% de ses charges. Il est clair donc que nous ne pouvons accepter les propositions du ministère telles qu'elles nous sont formulées aujourd'hui, ne serait-ce que parce qu'elles constituent une remise en question de l'accord préalable auquel nous étions parvenu en février 1983».

Les appels les plus divers sont lancés pour l'obtention d'un CAPES en breton, toujours sous le coude du ministre de l'Éducation. Ainsi le **Comité des Étudiants de la Section de Celtique** de l'université de Haute-Bretagne, nous a-t-il informés de l'envoi d'une lettre en faveur du CAPES en breton. Leurs auteurs: les membres de l'association «The International Committee for the Defense of the Breton Language». Créée en 80, elle a pour but de défendre et de promouvoir la langue et la culture bretonnes aux USA. Cette association n'est pas isolée: on en compte un très grand nombre du même type et ayant les

mêmes buts dans toute l'Europe. Dans cette lettre envoyée à F. Mitterrand, les 50 professeurs d'université nord-américains sur les 70 sollicités estiment que: «La création d'un CAPES pour la langue bretonne doit être un aspect intégral des buts, déjà exprimés à votre gouvernement, d'arrêter tout de suite la négligence et l'oppression que cette langue ancienne a dû endurer depuis des siècles». Et les signataires de conclure: «Tandis que nous applaudissons l'expression de vos sentiments de maintenir et d'encourager les diverses traditions culturelles qui existent en France, il est plus important que vous mettiez ces intentions en pratique. La création d'un CAPES en breton assurerait la continuité et la vitalité de la langue bretonne, et cela constituerait aussi un succès important dans le domaine des droits humains».

Skol an Emsav, 16, rue Paul Borossi, 29000 Kemper.

Diwan, 29214 Tréglonou. Tél. 98/04.05.42.

Section de Celtique, U.H.B. Rennes II, 6, av. Gaston Berger, 35000 Rennes Cedex.

«C'est un plus grand crime de tuer une fourmi que de tuer un homme, parce que l'homme se réincarne et la fourmi meurt pour toujours». Fin de citation. Cette belle déclaration humaniste fut proférée en son temps par le général Martinez, dictateur du Salvador entre 1931 et 1944, sorcier à ses heures. C'est dire la valeur de la vie humaine dans un petit pays d'Amérique Centrale que le Président Reagan aujourd'hui redoute: les guerilleros du FDR-FMLN (Front Démocratique Révolutionnaire - Front Farabundo Marti pour la Libération Nationale) sont bien prêts d'y suivre l'exemple victorieux de leurs camarades sandinistes du Nicaragua. Washington blémit de rage, le peuple du Salvador se bat contre les fantoches, ses oppresseurs de toujours. Le «Peuple Breton» a rencontré deux représentants du FDR-FMLN, Mauricio Luna et Jose Delgado, qui ont bien voulu répondre à ses questions.

SALVADOR

ARMÉE, OLIGARCHIE, PENTAGONE : LA PYRAMIDE SANGLANTE

P.B. : Pouvez-vous présenter rapidement le Salvador ?

FDR-FMLN : Le Salvador est un petit état de 21 000 km² et peuplé de 5 millions de personnes environ, indépendant depuis le 21 septembre 1821. Les plus riches familles créoles (espagnols fixés aux Amériques) décidèrent alors de rompre avec la couronne d'Espagne qui taxait fortement leurs exportations d'indigo (un colorant textile, bleu), la principale culture commerciale au début du XIX^e siècle. Ce sont donc ces familles qui ont construit l'Etat pour leurs propres besoins et leurs propres intérêts; on peut dire que le Salvador est toujours la propriété privée de cette oligarchie très restreinte composée de 14 familles.

P.B. : Quelles sont les origines de la population salvadorienne ?

FDR-FMLN : Les indiens ont presque disparu par métissage (il subsiste quelques villages nahual). La population est «ladino», métisse d'espagnols et d'indiens. L'ethnocide a été constant depuis la conquête espagnole et encore en notre siècle après la grande révolte des paysans indiens du cacique Feliciano Ama (30 000 morts environ). Elle était soutenue par le PC salvadorien mais fut écrasée dans le sang par le général Martinez.

P.B. Comment l'oligarchie créole a-t-elle maintenu sa fortune et son pouvoir d'achat pendant un siècle et demi ?

FDR-FMLN : Quand l'indigo a été ruiné par la découverte de colorants chimiques, le café l'a remplacé. Cette culture, apparue en 1833, exigeait d'énormes surfaces: les terres communales («hijidales») ont donc été expropriées ce qui a entraîné une grande révolte indienne en 1850. Ensuite, la culture du coton sur la côte Pacifique et celle de la canne à sucre sur les plateaux ont permis de diversifier l'agriculture d'exportation, mais ce sont les mêmes familles qui les contrôlent toutes. Les Anglais ont construit un réseau ferré vers 1880 pour faciliter l'accès aux ports de mer.

L'oligarchie s'est maintenue par la force au pouvoir: dans les années trente le poids de la crise économique a été supporté par les masses paysannes qui se sont révoltées. Le général Martinez n'a pas fait de quartier. Il avait commencé par renverser le Docteur Arturo Araujo, le seul Président démocratiquement élu de toute l'histoire du Salvador. C'est alors qu'Augusti Farabundo Marti, un intellectuel révolutionnaire, a été fusillé: le FMLN porte son nom aujourd'hui et le terrorisme d'Etat continue plus que jamais.

Une orgie de pouvoir

P.B. : L'économie du Salvador est-elle restée uniquement agricole ?

FDR-FMLN : Non. Dans les années 60 et contrairement aux autres pays d'Amérique centrale, on a assisté à un début d'industrialisation sous le contrôle de capitaux étrangers et d'abord US. Des «zones franches» ont été créées dans les années 70. Il existe donc un prolétariat industriel et un mouvement syndical urbain aux côtés des ouvriers agricoles dont 60% n'ont qu'un travail saisonnier, d'octobre à mars durant la cueillette de la canne qui se fait toujours à la main, ce qui est un travail très dur et dangereux.

P.B. : Depuis 1932, des perspectives d'évolution politique sont-elles apparues ?

FDR-FMLN : La vie politique officielle n'est qu'une succession de coups d'état entre militaires rivaux mais agissant toujours pour le compte de l'oligarchie et, en sous-main, les USA qui avaient déjà aidé à l'écrasement de la révolte paysanne de 1932. Il n'y a jamais eu au Salvador d'élections libres, de vie démocratique, mais seulement une orgie de pouvoir de la part de clans militaires.

Ainsi dans les années 70 sont nés les cinq «fronts de masse» combinés chacun avec une aile militaire s'adonnant à la guérilla. Sur le principe de la lutte armée comme axe fondamental, il n'y avait pas de divergence; seuls des problèmes de tactique les démarquaient les uns des autres. Ce sont:

- le PC salvadorien et l'Union Démocratique Nationaliste,
- le FAPU et les FARN (Forces Armées de la Résistance Nationale)
- le Bloc Populaire Révolutionnaire et les Forces Populaires de Libération Farabundo Marti,
- Le Parti Révolutionnaire des Travailleurs Centraméricains et le Mouvement de Libération Populaire,
- L'ERP et le LP 28

P.B. : Et l'unification des forces de libération nationale ?

FDR-FMLN : La lutte idéologique entre les différentes organisations a toujours été positive parce qu'elle a permis de relever et de corriger les erreurs.



Photo F.M.L.N.

En 1980, le contexte est devenu plus unitaire: 300 000 personnes défilent le 22 janvier, date anniversaire de la révolte de 1932, à l'appel des cinq organisations de masse. Cette marche est à la fois revendicative et célébration de l'unité retrouvée des démocrates. Puis en avril, les secteurs progressistes des partis politiques (social-démocrate et social chrétien) et ceux de l'église catholique forment avec la Coordination Révolutionnaire des masses (les cinq «fronts de masse» alliés à la guérilla) le FDR.

En octobre 80, les cinq organisations politico-militaires se regroupent dans le FMLN en gardant leurs sigles mais avec une seule ligne stratégique et un seul programme. Le processus unitaire s'approfondit dans la pratique quotidienne. Ainsi, est né le FDR-FMLN. Ce regroupement a permis de faire progresser notablement un combat entrepris depuis 13 ans: depuis 3 ans la guérilla a pu passer au stade du combat frontal et trouver un large soutien dans la population.

40 000 morts depuis trois ans

P.B.: D'où l'intervention US?

FDR-FMLN: Pas exactement. Washington intervient depuis le début d'une lutte irréversible, celle d'un peuple pour son indépendance réelle. Mais à l'heure actuelle, Reagan se rend compte de l'incapacité de la dictature à faire face: l'économie est agonisante, l'armée démoralisée. D'où la montée de l'interventionnisme sur tous les plans, politique, diplomatique, militaire et financier. Reagan l'a rappelé clairement: «Si les

LES TUEURS DE LA CIA

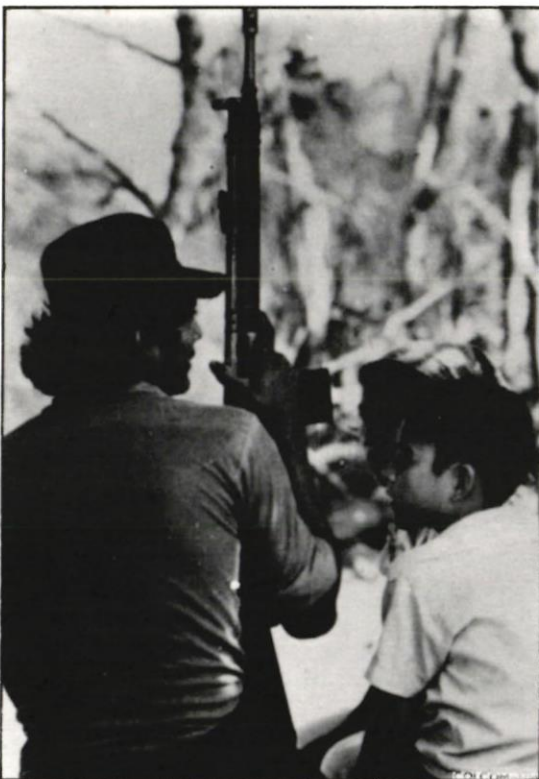
A l'aube du 6 avril 1983, des «spécialistes» formés par la CIA ont envahi la maison qu'occupait Melida Anaya Montes dans un faubourg de Managua, capitale du Nicaragua libre. Après s'être acharné sur elle, ils l'ont tuée. Avec la Commandante Ana Maria disparaît le responsable en second des FPL, membre du haut commandant de la direction révolutionnaire unifiée et la fondatrice de l'Union Nationale des Enseignants du Salvador.

intérêts des USA sont en danger en Amérique centrale, il faut réagir énergiquement et aller à la sauvegarde de ces intérêts géo-politiques». D'où les risques de vietnamisation de la région, déjà 55 conseillers militaires US secondent l'armée salvadorienne et des analystes du Conseil National de Sécurité préconisent l'emploi des Marines en cas de besoin. La CIA est très présente également (peut-être 150 «spécialistes»).

Les mêmes méthodes qu'au Vietnam sont employées: on regroupe la population dans des «villages stratégiques» sous le contrôle de l'armée. L'un d'eux est même établi dans une prison, à Suchitoto. Mais il n'y a là guère que des femmes, des enfants et des vieillards.

P.B.: Qu'est-ce donc qui fait si peur à Washington?

FDR-FMLN: Nous contrôlons environ un tiers du pays et dans chaque zone libérée nous mettons en œuvre notre programme de gouvernement: élection des responsables, campagnes d'alphabétisation et d'hygiène, organisation de coopératives vivrières. A partir de ces



Photos COLCOM-HM

zones nous montons des opérations militaires: la campagne lancée le 10 octobre 1982 a montré les progrès accomplis dans la coordination des différents fronts de guerre malgré l'emploi de bataillons spéciaux formés aux USA et supérieurement armés. Le gouvernement a d'ailleurs dû abandonner beaucoup de villages qui n'étaient pas stratégiques.

Mais le FDR-FMLN a toujours souligné qu'il était prêt à une paix négociée: avec 40 000 morts depuis trois ans et près d'un demi-million de réfugiés à l'étranger, le peuple salvadorien a déjà trop souffert. A chaque instant de notre progression, nous avons toujours pris soin de laisser libre une issue politique à la guerre; dans le même temps, nous avons démontré et nous démontrons

que nous avons la capacité d'anéantir les forces armées de l'ennemi par un processus inéluctable (déjà les soldats faits prisonniers et que nous libérons par l'entremise de la Croix Rouge Internationale, sont démobilisés aussitôt de peur qu'ils ne «contaminent» leurs camarades: eux, ils ont vu comment on vit dans les zones libérées...).

Mais à toutes nos propositions d'ouverture, les fascistes salvadoriens et leurs maîtres américains du nord ont répondu par la négative. Ils portent toute la responsabilité de la perpétuation d'un conflit à l'issue inexorable. La guerre populaire prolongée triomphera des sangsues du peuple.

Interview recueillie
par J.C. Cassard.

MARTA ET SES TROIS FILS

«Le monde n'a pas une idée même approximative de ce qui se déroule au Salvador, de l'acharnement de cette guerre, des extrêmes inhumains que les yankees sont en train d'imprimer à leur politique bestiale de génocide et d'extermination de la population de ce pays, sous les yeux des peuples d'Amérique Centrale et d'Amérique latine».

Dans une brochure intitulée «Episode de notre guerre populaire de libération», le commandant du FMLN Martial raconte la lutte de la guérilla contre l'opération d'encerclement et de nettoyage que l'armée officielle (assistée sur le terrain par des officiers des Etats-Unis) lança dans la zone du petit volcan à Chalatenango, au nord du pays, début octobre 1981.

Le chef des Forces Armées Populaires de Libération évoque notamment «l'assassinat de Marta et de ses trois fils».

«Nous apprenons peu après que la camarade Marta, au moment de traverser la clairière dans la montagne, a été découverte par l'hélicoptère alors qu'elle grimpait avec son bébé dans les bras, entourée par les deux autres petits enfants qui avaient quitté les bras d'autres combattants

pour courir aux côtés de leur mère.

L'hélicoptère qui poursuit la colonne ouvre ignoblement le feu de ses mitrailleuses sur la mère et les fils, les criblant de balles, froidement. Le maudit conseiller yankee dirige ce nouveau crime depuis l'intérieur de la sinistre machine.

Les balles, payées involontairement par les contribuables américains ont éteint de nouvelles vies d'enfants et de mères salvadoriennes dans cette maudite guerre contre ce peuple humble et digne.

Les cadavres de la camarade Marta et de ses trois enfants sont restés sur cette colline sanglante. Ils gisent là, les yeux ouverts sur l'infini, ces enfants qui s'entraînent militairement comme des guerrilleros, qui dans leur candeur enfantine, rêvaient de grandir pour lutter pour ce que confusément ils entendaient autour d'eux: «La défense des droits du peuple»; nouvelles victimes qui viennent gonfler le nombre des milliers de créatures assassinées froidement par les bêtes humaines dirigées par leur âme pensante au Pentagone».

Le 6 août, huit personnes au moins, de diverses nationalités (américaine, française, japonaise, canadienne) commenceront un jeûne de durée indéterminée pour demander aux gouvernements des puissances nucléaires, un geste concret, immédiat et significatif conduisant à l'arrêt de la course aux armements atomiques.

En juin dernier se tenait à New-York, la Seconde Session Spéciale de l'ONU pour le Désarmement. Malgré des jeûnes dans le monde entier, malgré 90 millions de signatures déposées au Secrétariat Général, malgré une manifestation de 800000 personnes à New-York, les gouvernements ont, une nouvelle fois, démontré leur absence de volonté réelle pour mettre fin à la course aux armements nucléaires.

Depuis juin 1982, date à laquelle nous avons décidé d'entamer ce jeûne, les condamnations morales et politiques se sont multipliées. En décembre 1982, à l'ONU, 122 pays sur 159 votaient une résolution demandant un gel nucléaire multilatéral. En mars dernier, cette demande était formulée à nouveau dans le Document Final du Sommet des Pays non-alignés de New-Delhi. Tout dernièrement, ce sont les évêques catholiques nord-américains qui se prononçaient pour un gel nucléaire des Etats-Unis. En août 1982, lors de son synode annuel, l'Eglise Evangélique de Polynésie

POUR LE GEL NUCLEAIRE



LE JEUNE INTERNATIONAL POUR LA VIE

demandait l'arrêt des essais nucléaires français à Mururoa et la fin de la course aux armements. L'Eglise Méthodiste US (10 millions de croyants aux USA) demandait le gel nucléaire depuis avril 1982.

Devant l'urgence de la situation, Daniel Ellsberg, ancien conseiller de Nixon au Pentagone, déclarait à la Conférence de Berlin en présentant le Jeûne pour la Vie: «Il nous reste 6 mois pour renverser la vapeur. Sinon il y aura une autre guerre mondiale, mais pas d'après-guerre».

C'est en effet à la fin de cette année que

vont être déployés les premiers missiles de l'OTAN en Europe. Déploiement qui risque de déclencher une crise mondiale grave, comme pour «l'affaire des fusées de Cuba» dans les années soixante, ou au moins, le retour à la guerre froide et la relance effrénée de la course aux armements en Europe.

En France, la priorité de toute action est de dénoncer la fausse «neutralité» française dans les conversations de Genève. La France a un rôle clé à jouer dans toutes les conversations sur les problèmes de défense en Europe. Nous pourrions, au moins, attendre quelque chose d'un gouvernement socialiste, autre que les positions atlantistes de plus en plus affirmées, quitte à faire des crocs-en-jambe aux partis socialistes voisins. Est-ce là l'indépendance dont on nous rebat les oreilles?

A l'occasion de ce jeûne, il appartient en premier lieu, aux organisations politiques, syndicales et autres, de regagner un droit de regard sur les questions de défense, dont dépend notre survie.

Ces organisations et leurs militants sont appelés à rejoindre la vingtaine de collectifs de soutien déjà créés et à en organiser de nouveaux, en se mettant en rapport avec la coordination nationale.

* Adresse: Didier Mainguy, 244 Bd R. Schuman, 44300 Nantes. Soutiens financiers: Xavier Moineau, CCP 3211 07 N Nantes.

«BRIGADE» BRETONNE AU NICARAGUA



Jour de marché à Masaya

«Brigade», le mot étant souvent employé là-bas, et pas forcément pour désigner une unité militaire, c'est tout naturellement ainsi que se sont baptisées les équipes des Comités de solidarité Amérique Centrale, à la veille de leurs départs (échelonnés sur juillet, août et septembre) pour le Nicaragua.

Au niveau hexagonal, c'est ainsi une bonne centaine de jeunes qui vont y passer un mois, certains prolongeant leur séjour jusqu'à un an pour occuper des postes ayant trait à la Santé. Une opération menée conjointement par le Comité de solidarité A.C. Paris, le ministère de l'Education du Nicaragua, et la direction

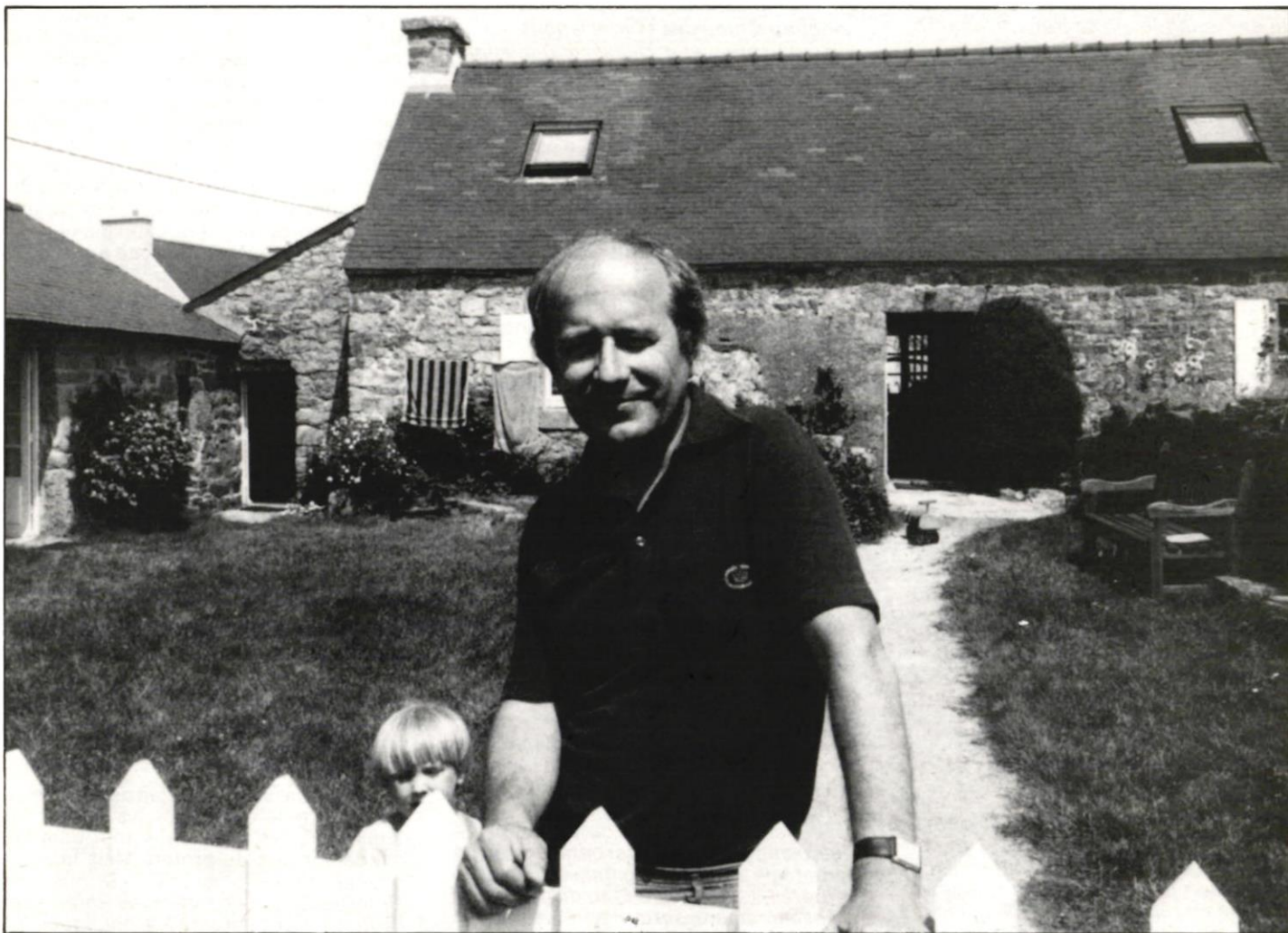
des Relations Internationales nicaraguayenne — ceci dans le but de consolider une solidarité financière.

En Bretagne, la «brigade» (trois gars, cinq filles, de Brest, mise sur pied par les comités de Quimper, Nantes, Rennes, St-Brieuc et Brest, Lorient, Fougères, Pontivy...) qui part ce mois, a pour destination Buena Vista, un village de 3500 habitants, au sud de Managua, près de Masaya. Si le but affiché est de participer à la construction d'une école, il ne constitue pas la motivation profonde d'un tel voyage. L'équipe explique, lors d'une conférence de presse: «Comme on bosse pas particulièrement dans le bâtiment,

c'est plus symbolique qu'autre chose. Notre démarche étant bien plutôt, en nous intégrant à la vie quotidienne d'un village, de découvrir le processus révolutionnaire toujours en cours au Nicaragua».

Ceci afin que, de retour, des témoignages crédibles puissent voir le jour dans la presse, à l'occasion de conférences: pour que le public soit le mieux informé possible, et qu'il décide d'aider éventuellement ce pays — harcelé plus que jamais militairement et économiquement — en toute connaissance de cause. □.

L'Université Française nous a habitués à parler de la Bretagne au passé. Rarement au présent. Ses antennes bretonnes de Brest, Rennes ou Nantes n'échappent pas, loin s'en faut, à cette critique. Certes il existe bien quelques professeurs courageux qui osent conjuguer Bretagne au présent; ils encourent alors le risque de se faire railler, d'être considérés comme des celto-manes farfelus. Car dans le Western-France, il est d'abord de bon ton d'être un oueston...



Le Peuple Breton

Le professeur Jean-Jacques Kress : «Comment a-t-on pu faire sciemment reculer des langues bien vivantes avec la complicité des populations ?»

BRETONS & ALSACIENS :

LES MALADES DE LA FRANCOPHONIE

« La langue est l'expression la plus profonde et la plus nécessaire d'une collectivité puisqu'elle caractérise sa façon de penser et son pouvoir de structurer le monde, d'assimiler le nouveau ».

Fernand Ouelette,
(poète québécois)

Dans son dernier numéro, le « Peuple Breton » analysait l'ouvrage du Docteur Philippe Carrer: « Le Matriarcat Psychologique des Bretons ».

Ce mois-ci, nous nous pencherons sur une communication faite par le Docteur Jean-Jacques Kress au colloque international de Psychiatrie à Strasbourg. Parlant des Bretons et des Alsaciens, il l'a intitulée: « Traumatisme psychique et changement de langue ». Ce praticien s'interroge non seulement sur les effets immédiats du passage au français obligatoire — et on connaît la brutalité des méthodes qui furent alors utilisées — mais il relève aussi que la disparition de l'alsacien et du breton au

profit du français, n'est pas sans conséquences sur les jeunes générations d'aujourd'hui.

Psychiatre et psychanalyste, Jean-Jacques Kress est professeur à l'UER de Médecine de Brest. C'est lui qui a ouvert en 1975 l'Hôpital Psychiatrique de Bohars, près de Brest, devenu institution psychiatrique pilote en Bretagne (enseignement et soins en particulier).

Professeur d'Université, Jean-Jacques Kress est tout le contraire de ce que, dans le milieu, on appelle un « mandarin ». Ses opinions progressistes l'ont ainsi amené à prendre position en faveur de la liste d'union de la gauche sur Brest, ce qui ne lui a pas valu que des amitiés dans le petit monde médical, toujours largement dominé par les idées réactionnaires.

Issu des milieux populaires alsaciens, il n'a commencé à parler le français que tardivement et quand il évoque le bilinguisme, on ressent fort son vécu personnel.

Cet Alsacien de cœur et d'esprit n'avait encore jamais écrit sur les conséquences de la perte de sa langue. Il lui aura fallu dix ans d'éloignement de son Alsace natale pour pouvoir s'y mettre : éclairé par ses dix années d'exercice en Bretagne. Il s'en étonne lui-même : « *Il semble que depuis quelque temps, l'on se réveille, réalisant ce qui s'est passé. On se demande, en se frottant les yeux, comment il a été possible de faire sciemment reculer des langues bien vivantes, avec la complicité des populations. Ce retour du refoulé paraît bien spécifique de notre époque, non plus sur le mode de la honte, mais sur celui de la revendication, de l'hostilité et des reproches, de la dénonciation du pouvoir... C'est ainsi que mon travail prend valeur de symptôme* ».

Un symptôme qui ne signe pas la maladie, mais plutôt la bonne santé, si l'on en juge par cette analyse pénétrante et concise, pleine de lucidité aussi, d'où une certaine prudence. J.J. Kress se défend de vouloir polémiquer ou d'entrer dans un débat passionnel. C'est avec son objectivité de clinicien qu'il tente de décrire la réalité de ses observations, en Bretagne et en Alsace. En tout cas, le lecteur et l'auditeur de Jean-Jacques Kress n'auront pas pu rester indifférents à son propos : il touche en effet la communication entre les personnes dans les sociétés bretonne et alsacienne. C'est un sujet quotidien qui est traité. Et bien traité, même si tout n'est pas dit. Alors, pourquoi le taire ? On attend avec impatience d'autres publications du même tonneau. Et si possible du même auteur.

L'idéologie française : toute une histoire !

Pourquoi, se demande Jean-Jacques Kress, se demande-t-on plus (ou presque) le breton en Bretagne et l'alsacien en Alsace aujourd'hui ? « *On sait fort bien* » écrit l'auteur, « *que l'apprentissage du français en rapport avec la pression de la réalité... n'impliquait pas le sacrifice de la langue maternelle. La possibilité d'apporter une grande langue de culture pouvant coexister avec les parlers locaux a été démontrée dans d'autres pays... Mais le propos du pouvoir y était délibérément opposé...* ».

Les Edits de Villers Cotterets avaient déjà érigé le français en langue officielle du royaume. Mais c'est sous la Révolution de 1789 que la Convention a imposé ce « *mouvement d'unification linguistique que l'on peut maintenant estimer terminé* ».

L'idéologie française en effet, dans un même mouvement assimilateur, a lié l'Unité Nationale Française au parler exclusif du français. Et Jean-Jacques Kress écrit à ce sujet : « *Cette langue légitime (le français) dont la grammaire a pu faire l'objet de décrets, soucieuse de préserver sa pureté, est présentée comme un idéal sans cesse menacé d'être dégradé, pollué, transformé par le contact avec les patois. Elle ne subsiste que par un constant effort de séparation d'avec l'originaire, l'archaïque, le sauvage que représentent les parlers provinciaux* ».

C'est bien cette vision anéantissante des langues minoritaires qui a prévalu dans l'Empire Colonial Français, à l'in-

verse d'autres empires coloniaux (anglais ou allemand notamment). Et Kress ajoute : « *Le nouveau pouvoir (Révolution) fort de son adhésion à cette idéalisation que l'on a pu qualifier de fétichiste, de la langue légitime (le français), s'est vu en mesure de l'imposer aux populations qui ne la parlaient pas... On comprend ainsi pourquoi il n'a pas été question de laisser coexister les langues régionales avec la langue nationale puisque cette idéalisation allait de pair avec l'abaissement de tout parler d'une autre nature...* ».

Il faut dire ici, que la domination linguistique n'est que le volet d'une domination plus large, de type colonial, ce qui a permis à Albert Memmi, le grand sociologue de la décolonisation d'écrire : « *Muni de sa seule langue, le colonisé est un étranger dans son propre pays* ».

Au début de la grande offensive francophone seules la noblesse et une partie de la bourgeoisie parlent le français. Pour le breton, rappelons quelques chiffres : Coquebert de Montbret parle de 967 000 bretonnants en 1806, Sébillot de 1 300 000 en 1886, Gwalarn de 1 000 000 en 1928, Gourvil de 1 200 000 en 1952.

Il a donc fallu que le pouvoir jacobin mette le paquet pour parvenir à ses fins. Et il n'a pas lésiné sur les moyens. Voici ce qu'en dit Kress : « *Je cite pour mémoire, afin de faire saisir la violence de ce projet, ce conventionnel qui proposait de guillotiner un quart des Alsaciens afin d'obtenir, par la terreur, que les autres adoptent le français. Cette attitude de fond est restée celle du pouvoir central et l'on ne compte pas les propos officiels de Ministres, de Préfets, ou de responsables de haut rang, en matière d'éducation, affirmant jusqu'en 1939 la nécessité de la disparition des langues régionales, toujours en vertu d'unifier la population du point de vue linguistique, dans une perspective de pureté de la langue légitime et d'idéal de progrès. L'appareil d'État, disposant de l'enseignement, surtout après les lois de la 3^e République, a pu accroître sa pression dans cette orientation constamment maintenue* ».

Jean-Jacques Kress ne parle pas des méthodes qui ont été utilisées pour pourrir le breton et sans doute aussi l'alsacien. C'est bien dommage. Car les jacobins, non contents de voir disparaître les langues minoritaires, leur ont choisi une mort lente. Voici ce qu'en écrit Frantz Fanon : « *Il ressort au contraire de l'observation historique que le but recherché est davantage une agonie continuée qu'une disparition totale de la culture pré-existante. Cette culture, autrefois vivante et ouverte sur l'avenir, se ferme, figée dans le statut colonial, prise dans le carcan de l'oppression... une culture exotique, faite de caractéristiques, de curiosités, de choses, jamais de structures...* ».

Une cible pour le pouvoir jacobin : les enfants

C'est bien sûr prioritairement, les enfants qui intéressent le pouvoir dans son ambition de domination linguistique. Kress : « *Le fait qui nous intéresse est que ces populations sont ainsi sollicitées à travers leurs enfants, car la poli-*

tique d'unification a toujours visé au premier chef le domaine pédagogique pour la raison bien connue que l'enfant est capable d'apprendre aisément d'autres langues. Seule en effet, la Terreur pouvait imaginer de contraindre par la guillotine une population adulte à cette mutation ».

Ainsi l'Ecole va-t-elle devenir le principal instrument du pouvoir pour faire disparaître le breton et l'alsacien. Une étudiante anglaise, Marion Mac Donald, vient de soutenir une thèse à l'Université d'Oxford sur le thème du changement de langue en Bretagne, dont la presse régionale (O.F. du 24/6) a fait un large écho. Elle semble ignorer tout ce qui vient d'être dit, pour ne garder que la participation des bretons à leur propre débretonnisation. Au catéchisme, on explique aux enfants que ça s'appelle un mensonge par... omission !

Le sujet est d'actualité. On parle beaucoup aujourd'hui dans certains milieux bretonnants du « plaisir » qu'auraient eu les Bretons à abandonner leur vieille langue celte. Voire ! et si plaisir il y a eu, rappelons qu'en la matière, il en est de plusieurs sortes : plaisirs sadiques, plaisirs masochistes, plaisirs pervers, qui font aussi partie du lot ! La visée du pouvoir concernant les enfants, dont on vient de parler, touche bien entendu les parents dans leurs rapports à l'enfant. Voici ce qu'en écrit Kress : « *Les ambitions sociales, le désir d'ascension sociale, le rapport des adultes aux idéaux... voici les mécanismes qui ont agi chez les parents à partir de l'existence du pouvoir... L'adulte bien souvent renonçait à cet apprentissage et en reportait la charge en même temps que l'espoir sur l'enfant, ce qui lui permettait une économie d'effort personnel...* ».

Jusque-là, dira-t-on, rien de bien nouveau : les tenants du français à tout prix admettent ces arguments tout comme les défenseurs du breton. Mais le psychanalyste va plus loin : « *Durcissant l'interprétation des faits, je dirai que l'adhésion des parents à la politique linguistique du pouvoir d'État a exigé plus encore que le désir de voir les enfants réussir, s'élever socialement, acquérir du savoir et réaliser ce qui leur aurait manqué. Il s'agit du rapport de ces parents au désir du Maître incarné ici par l'État, désir s'imposant par le truchement d'une langue différente à laquelle il fallait soumettre sur le mode du sacrifice, leurs enfants. Bien des cultures et des religions ont connu la pratique du sacrifice exigé par des dieux cruels, le sacrifice suprême pouvait concerner les enfants...* ».

Rien n'interdit en effet de penser que l'offrande des enfants voués à l'autre culture, celle de l'État-Providence, n'était pas la marque la plus significative de sa soumission pour le peuple breton colonisé. Et qu'il y ait eu là du plaisir à satisfaire le Maître Franc, nous n'en doutons pas. Le sacrifice du breton a donc nécessité la contribution des parents à arracher, de leurs propres enfants, leur langue maternelle. J.-Jacques Kress s'interroge : « *Nous savons... qu'il est impossible de se contenter des explications courantes concernant les nécessités sociales et la pression de la dominance. Il a fallu que l'exigence du pouvoir quant à la disparition de la langue régionale s'appuie sur*

d'autres mécanismes subjectifs».

L'auteur passe alors en revue le «symbole» infamant, utilisé à l'école; il montre comment les parents grondaient leurs enfants en breton pour avoir parlé... breton à l'école! Ou encore comment les parents déjà bilingues parlaient breton entre eux et français aux enfants... Et le médecin d'ajouter: «Les témoignages font constamment apparaître un même sentiment lorsqu'il est question de cette situation: la honte. C'est ce sentiment qui contribue à donner à l'événement sa valeur traumatique... La Bretagne, plus encore que l'Alsace dont la situation se complique parce que sa langue est assimilée à celle de l'ennemi, a eu honte de sa langue. Les témoignages abondent...».

Ainsi des mécanismes psychiques complexes dont la psychanalyse peut rendre compte, font-ils apparaître le français comme une langue pure et chaste et le breton comme une langue dégradée et sale. Le sentiment de dégoût du breton et donc de soi-même est encore très fort dans les consciences aujourd'hui. Le rôle particulier des femmes est également souligné par l'auteur: «Le recul des langues régionales ne s'est pas effectué de la même manière dans les deux sexes; on a remarqué qu'il était plus important chez les femmes. On a pensé que les épouses et mères étaient, plus particulièrement en Bretagne, sensibles à l'inconfort et à la misère du monde rural et qu'elles voyaient dans le changement de langue un moyen d'extraire leurs enfants d'une vie dont elles ne voulaient plus. On sait que ce fait concerne aussi les jeunes filles car il a été remarqué que les jeunes gens parlant breton entre eux, à la sortie de la messe par exemple, passaient au français lorsqu'une jeune fille s'approchait, ou pour s'adresser à elle. Il est évident que si le français a pu obtenir plus aisément l'adhésion des mères, le processus de mutation linguistique s'en est trouvé accéléré d'autant».

La perte du breton et ses conséquences

Le processus de changement de langue est difficile à localiser, nous indique Jean-Jacques Kress, car il concerne plusieurs générations. Relevons au passage que le psychanalyste a accepté pour la circonstance de sortir du strict domaine individuel, où il se cantonne traditionnellement, pour défricher ce qu'il est convenu d'appeler l'inconscient collectif. Un éclairage plein d'intérêts...

La première grande constatation que fait Kress porte sur les difficultés à s'exprimer des jeunes générations actuelles: «On remarque nettement lors de l'exercice de la psychiatrie dans les régions qui ont changé de langue une difficulté plus grande d'expression portant tout particulièrement sur le domaine de l'affectivité, des relations inter-humaines, de la sensibilité individuelle. Cette difficulté qui est parfois un véritable obstacle à la pratique psychiatrique n'est guère attribuable à quelque carence ethnique ou à quelque qualité régionale de pudeur et de discrétion. La restriction de l'usage de la langue dans le domaine affectif s'est opérée au moment où la génération bilingue est

intervenue dans le processus de transmission (1). Cette génération constituée psychiquement dans la langue bretonne, laquelle possède des registres d'expression fort différenciés, n'a jamais assimilé qu'un français scolaire instrumental, lié à l'écriture, donnant ouverture sur une culture étrangère mais coupé de la profondeur constituante de l'inconscient qu'a la langue maternelle. Cette seconde langue instrumentale est transmise à la 3^e génération, il en résulte cet aplatissement de l'expression qu'on constate actuellement».

Pour comprendre ce fait, il suffit de voir que le français incarne les idéaux de maîtrise et de pouvoir, peu les sentiments et l'affectivité. Ainsi peut-on mieux saisir l'importance pour les Bretons de la Fonction Publique: «On a remarqué que le nombre de personnes dont la réussite scolaire et l'aisance dans les progrès de la carrière grâce à une bonne maîtrise de ce qu'offre l'enseignement, était plus élevé dans les régions où le changement de langue fut tardif. La sociologie a attribué ce fait à la nécessité pour ces personnes, lorsqu'elles voulaient s'élever dans l'échelle sociale, de passer par les diplômes et souvent l'administration car aucune autre issue locale n'était possible». Servir l'Administration n'est-ce pas aussi servir au mieux l'État protecteur?

A l'inverse, le breton occupe une toute autre place, celle de l'intimité, des sentiments: «Les parents encore bilingues réservent leur langue maternelle à ce qu'ils veulent tenir secret à l'égard de leurs enfants: les sentiments intimes, la sexualité, les maladies graves, les affaires de famille, bref tout ce qu'il faut tenir à l'écart... cette «autre langue» situe l'envers du discours acceptable, ce qui reste en dehors du discours commun».

Ainsi, chaque langue couvre-t-elle des registres bien déterminés de sujets. Que l'on vienne à se «tromper» et l'on éprouve un sentiment de gêne que rencontrera le francophone interpellé en breton ou, à l'inverse, le groupe de copains bretonnants, apostrophé en français à la sortie de la messe du dimanche. «Mais tout n'est pas aussi radical dans la séparation des langues et plusieurs phénomènes l'attestent» explique Kress. «L'existence de l'accent, lequel est fort variable selon les sujets, l'usage des mots d'une langue mêlés à ceux d'une autre et l'importation des tournures de l'une à l'autre, voici des tentatives d'unifier les registres, d'apprivoiser et de coloniser «l'autre langue». Ces procédés tentent d'abolir la barrière du refoulement et c'est pourquoi ils sont si fortement pourchassés par les tenants de la «pureté du langage».

C'est bien ces formes intermédiaires qui dominent le parler des Bretons d'aujourd'hui. Les tenants du français à tout prix, pour justifier de l'infériorité du breton, lui reprochent hypocritement de n'avoir donné que peu de mots en français lui-même: baragouiner, plouk... Par contre, ils se désespèrent de ne pas voir le français du 16^e arrondissement voir le jour à Milizac, à Arzano ou à Konfort-Berc'hed: l'accent breton, comme les multiples bretonnismes qui infiltrent le français témoignent bien du

fait que, si la langue bretonne a largement reculé, la pensée bretonne, elle, est plus tenace.

Le symbole: ça marche toujours...

Et Jean-Jacques Kress continue son inventaire: «La perte d'identité linguistique mêlée aux profondes modifications sociologiques qui ont affecté particulièrement la Bretagne ont été mises en rapport avec l'importance de l'alcoolisme, la morbidité psychiatrique, la fréquence des dépressions et des suicides et la tendance à la violence... une société bretonne d'ethno-psychiatrie se préoccupe depuis quelques années de ces questions...».

Et il poursuit plus avant: «Je suis pourtant frappé par l'ampleur de la méconnaissance des effets subjectifs des événements de l'histoire régionale... On peut supposer que les avatars d'une langue, les déboires qui la mènent à sa perte sont destinés à rester silencieux parce que justement il s'agit de la perte d'une langue. Entouré depuis près de dix ans de malades, d'étudiants et de collègues bretons, ignorant le plus souvent que leur langue d'origine et dont la lignée a traversé les situations complexes que j'ai tenté de décrire, je suis frappé par la difficulté d'obtenir des témoignages et des réflexions approfondies sur ces questions. Peut-être le recul est-il encore impossible, peut-être aussi est-il trop tard?»

Et le psychanalyste praticien, comme pour illustrer ses interrogations évoque les rêves qu'il a recueillis touchant la perte de la langue: «A chaque fois, ces rêves s'avéraient particulièrement importants dans le cours de l'analyse; on y voyait apparaître la bipartition, la cassure du sujet entre les deux registres linguistiques, le sentiment de la honte, liée à la notion d'insuffisance intellectuelle, l'idée de la lignée ancestrale et enfin, à chaque fois, celle de la mort et de la destruction».

C'est pourquoi l'auteur n'hésite pas à reprendre la notion de «traumatismes étalés dans le temps», comme si les Bretons d'aujourd'hui payaient encore le prix des renoncements d'hier. Oui, assurément, la lecture de l'article de Jean-Jacques Kress tient lieu d'illustration: le «symbole» que les enfants portaient hier autour du cou, les Bretons de 1983 continuent de le porter: dans leur tête.

Paol Menez.

(1) N.D.L.R.: Il est classique de distinguer trois générations successives dans la mutation du breton au français: première génération — unilingue en breton; deuxième génération — bilingue breton-français; troisième génération — unilingue en français.

**ABONNEZ-VOUS !
VOUS Y GAGNEZ...**

...NOUS AUSSI

Ce mois paraissent les «Chroniques bretonnes» de Morvan Lebesque, publiées dans le «Peuple Breton» en 1968 et 1969. Quatorze textes que les éditions «Bretagnes» (Kergadiou, Taulé) ont réunis, et que Fanch Kerfraval a préfacés. Nous publions l'avant-propos de celui-ci, dont la communauté d'esprit avec l'auteur de «Comment peut-être Breton?» est évidente, ne serait-ce que par les nombreuses chroniques qu'il a, lui aussi, fait paraître dans notre journal.

MORVAN LEBESQUE

«CHRONIQUES BRETONNES»

VOICI treize ans mourait Morvan Lebesque. Subitement, à Rio-de-Janeiro, au Brésil, loin de ses amis et de ses lecteurs, Morvan Lebesque est pourtant mort chez lui car si la démocratie était son esprit et la Bretagne son cœur, le monde était sa patrie. Les hommes, ses frères, ses camarades. Rassemblées enfin dans un livre, ces chroniques du «Peuple Breton» en restent le vivant témoignage.

Quelques mois avant sa disparition, Morvan Lebesque avait étonné le Tout-Paris de gauche en publiant un «essai sur la démocratie française» intitulé, non sans une part de provocation, «comment peut-on être breton?»

Parce que, ô surprise, Lebesque était resté Breton. Cet état de naissance puis de choix lui collait à la peau depuis une enfance passée dans les quartiers ouvriers de la banlieue nantaise. Intellectuels progressistes et humanistes distingués découvraient, certains avec un haut-le-cœur, que l'homme qui leur fixait rendez-vous tous les mercredis en page 2 du «Canard Enchaîné» n'était pas exactement celui que l'on croyait. Cet homme respecté, conscience morale de la nouvelle gauche (celle de mai 68) avait encore de la boue sous les sabots. Et pire, il la laissait dans les maisons d'édition. Il en avait même fait un livre.

«Comment peut-on être breton?» (1) s'adressait en partie à eux et plus largement aux non-Bretons. À ceux qui n'avaient pas compris que le socialisme n'est pas une idée ou un concept, mais un concret et un vécu. À ceux qui n'avaient pas vu que l'universel ne naît pas du nivellement des différences mais de la conjonction des singularités.

Le premier livre «politique» de Morvan Lebesque, après plusieurs romans, essais et pièces de théâtre, s'adressait à tous les Français, mais il fut surtout reçu par beaucoup de Bretons qui trouvaient dans cet ouvrage de verbe et de vie une justification de leur confus (et parfois jugé coupable) besoin de se crier de «quelque part». Ils voyaient se lever sous une plume illustre de fulgurantes envies jusque là enfouies.

Commencé dans les tumultes de mai 68, et paraissant porté par cette vague de fond, ce témoignage n'était pourtant en rien un livre de circonstance. Morvan Lebesque avait renoué depuis plusieurs mois déjà avec un vieil engagement breton dont, par deux fois, il s'était éloigné.

Adolescent, il avait rejoint, par romantisme dira-t-il, le mouvement nationaliste «Breiz Atao» que son départ de Nantes pour Paris lui fit perdre de vue.

Neuf ans plus tard, soldat de 40 en perdition, il rencontre Olier Mordrel boulevard Saint-Michel. Ce dernier est à la recherche de militants bretons pour lancer un journal. Voilà Morvan Lebesque promu rédacteur-en-chef de «L'Heure bretonne». Direction Rennes. Il y restera douze jours.

«J'imaginai, déclare Lebesque, un grand journal breton, indépendant à la fois des Allemands et de Vichy. En septembre 40, ces illusions étaient encore possibles». «Il a été actif et brillant, mais il a filé aussitôt qu'il a eu compris que notre coup était raté» commente Mordrel, 30 ans après. «Je prévoyais qu'on me demanderait d'autres besognes» précise Lebesque qui pressentit très vite l'erreur historique et les fautes criminelles qu'allaient commettre ses anciens amis (2).

Puis, vint l'après-guerre, les véritables débuts dans le journalisme. Vinrent les chroniques du «Canard Enchaîné» et la notoriété. Un reportage sur Citroën-Rennes le met en contact avec des personnalités politiques bretonnes. Jean Daniel, conseillé par Maurice Clavel, lui commande un article «régionaliste» pour «Le Nouvel Observateur». L'idée bretonne est dans l'air et cette fois-ci, plus d'ambiguïté. Elle a définitivement choisi son camp: celui de la liberté.

Morvan Lebesque est au rendez-vous. Bien que non-militant de ce parti, il apporte son soutien à l'Union démocratique bretonne. Lui écrivain connu, journaliste très sollicité, accepte de se contraindre tous les mois à livrer des «libres propos» à un obscur mensuel de province.



Studio Vallois

On mesurera mieux la portée de ce choix en rappelant qu'en 1968, l'UDB ce n'était qu'une poignée de militants inconnus et son journal, trois feuilles recto-verso tirées à 1500 exemplaires. «L'UDB, écrit-il en mars 68, réintègre le problème breton dans les structures politiques du siècle: c'est ce que j'espérais plus ou moins confusément depuis des années».

Morvan Lebesque donnera quatorze «libres propos» au «Peuple Breton». Quatorze chroniques proches de celles du «Canard Enchaîné»: même forme, même longueur et même souffle. Seule l'approche change. S'éloignant des problèmes «de» société, il va saisir ceux «d'une» société, la société bretonne, et par cette voie rejoindre quand même la dimension de l'universel.

Semblant frustré par tant d'années de silence, Lebesque dynamite la matière bretonne qui se vautrait depuis la guerre dans le sentimentalisme des nostalgiques, ou qui se cantonnait, par rigorisme et par obligation, aux analyses froides et réalistes de l'UDB.

Une fois clairement fixés les enjeux et les choix, Lebesque sublime les mots, habille les idées et devient chaque mois l'écrivain public d'un peuple qui croyait

n'avoir plus rien à dire de novateur. La Bretagne devenait trésor insondable et les idées autonomistes, richesses échangeables.

Dès la première chronique (février 1968), Morvan Lebesque donne le ton: «Si nous voulons une France, une Europe et un monde meilleurs, c'est d'abord une Bretagne adulte que nous devons construire. (...) L'alternative est aujourd'hui une Bretagne-décor ou une Bretagne-patrie. Autant dire une Bretagne de droite ou une Bretagne de gauche».

C'en est bien fini de la défense passéiste du terroir, de l'apolitisme «na ru, na gwenn». Place à l'avenir d'un peuple. Place au devenir de la démocratie.

Au détour de phrases assassines, de rapprochements corrosifs et de morceaux d'espérance, Morvan Lebesque jalonne le chemin de son identité retrouvée. Il trace en un peu plus d'un an la trame de ce que dira son livre: la privation d'histoire, la parole étouffée, la trahison des élites; l'État-caserne, le mécanisme colonial, le réveil breton, etc. L'ancien de Breiz-Atao déchire à belles dents les baudruches du provincialisme et les notables complaisants. Le polémiste redouté fait vaciller à Paris les intellectuels nombrilistes et les technocrates désincarnés. L'homme de gauche applaudit au printemps de Prague et à mai 68. Le peuple breton tente de se forger un destin et Lebesque en est un des artisans.

Pour fidèle et chaleureuse qu'elle fut, la collaboration de Morvan Lebesque au «Peuple Breton» ne dura que jusqu'au printemps 1969. Sa dernière chronique fut publiée avant le référendum qui amena le départ du général de Gaulle de l'Elysée. Elle marque le sommet et les limites de son engagement aux côtés de l'UDB. Sommet parce que ce texte fut publié dans un journal électoral tiré à 50 000 exemplaires, soit 20 fois plus que le tirage normal. Limites parce que le choix de l'UDB, au second tour de l'élection présidentielle qui suivit (ni Poher, ni Pompidou) ne fut pas le même que celui de Lebesque.

Pour l'UDB, il n'appartenait pas à la gauche, mise hors-jeu au premier tour, de choisir entre la droite molle ou la droite musclée. Pour Lebesque, il fallait avant tout se débarrasser des hommes de SAC et de CDR, qui avaient, sous couvert de gaullisme, perverti la démocratie.

Morvan Lebesque n'aimait pas rester sur la touche. Peu avant sa mort le 4 juillet 1970, des contacts avaient été noués pour la reprise d'une collaboration régulière avec «Le Peuple Breton». Il restait encore beaucoup de réponses à apporter à la question posée par Morvan Lebesque: comment peut-on, parmi les autres, être soi-même.

Fanch Kerfraval.

- (1) Le Seuil, 1971 %
(2) Archives privées.

« LA BRETAGNE AU XX^e SIECLE »

LE TOME V DE SKOL VREIZH

UN BEST-SELLER BRETON



Le Peuple Breton

De droite à gauche, trois des sept auteurs: J.C. Cassard, J.J. Monnier et Y. Jezequel. A l'extrême gauche, Per Honoré, ex-secrétaire général d'Ar Falz, et auteur en 1970 du 1^{er} tome de cette collection historique dont il est à l'origine.

«Pour que les générations à venir puissent choisir leur façon d'être bretonnes, une action plus résolue, plus massive, plus efficace, est nécessaire. Ces cinq ouvrages ont pour but, modestement, de faciliter la réappropriation par les Bretons de leur patrimoine collectif. Pour comprendre le présent et préparer l'avenir, un regard sur le passé, aussi lucide que possible, nous a semblé indispensable. Une prise de conscience, puis une prise de responsabilités, doivent logiquement suivre».

Ainsi conclut **Ar Falz** l'éditeur de ce cinquième tome de l'Histoire de la Bretagne et des Pays celtiques réalisé par **Skol Vreizh-L'Ecole Bretonne**. La boucle est donc (provisoirement) bouclée. Les 70 dernières années en Bretagne, on peut les détailler dans ces 290 pages agencées selon la formule adoptée dès le départ en 1970 par les auteurs: à gauche le texte, à droite l'illustration.

La Bretagne et les Bretons dans les deux (provisoirement) dernières guerres, celles de 14-18 et de 39-45; l'agriculture, la paysannerie, l'industrie, le monde ouvrier, la vie politique religieuse et culturelle entre 1919 et 1939; l'évolution générale de la Bretagne depuis 1945, les ruptures socio-économiques, l'évolution des genres de vie et des mentalités; le monde maritime depuis 60 ans; les pays celtiques d'Outre-Manche depuis 1914... voilà pour un sommaire touffu, dont les développements ne le sont pas moins, à en juger par une densité accrue des différents chapitres.

La démarche originale des auteurs («combler un vide au niveau de l'enseignement») est toujours présente. Cependant, expliquent-ils, la conception des ouvrages s'est peu à peu élargie: si les maîtres les utilisent pour l'enseignement de leurs élèves, le grand public a été sensible à une présentation qui

n'est plus scolaire.

Pour Jean-Christophe Cassard, Claude Geslin et Jean Guiffan (Nantes), pour Corentin Canevet (Rennes) et Alain Pennec (Quimper) ou pour Yves Jézéquel et Jean-Jacques Monnier (Lannion) tous enseignants, leur travail est à placer davantage sous le signe de l'honnêteté que celui de l'objectivité: la première permettant de tendre vers la seconde, à laquelle on ne peut arriver.

Ou si on y parvient, on devient terne, ajouterions-nous. Honnêteté, dans le sens aussi de lucidité. Jean-Jacques Monnier explique: «Notre démarche est telle qu'on fait naturellement état de la vie de la masse des gens et non pas uniquement de celle des élites, à qui il a toujours été donné de l'importance sous prétexte qu'ils «faisaient» l'histoire. Notre propos est, aussi, de corriger un déséquilibre».

Une démarche appréciée si l'on en croit les rééditions successives nécessaires depuis 13 ans pour satisfaire à la demande du public. En comptant *La géographie de la Bretagne* (sa refonte est prévue pour 1985), ce sont 75 000 exemplaires qui ont au total été imprimés. La population bretonne représentant 1/15^e de celle de l'Hexagone, vous faites le compte: proportionnellement, le tirage serait de l'ordre de 1 300 000 exemplaires en France. Un best-seller, on vous dit...

Signalons enfin que le tome I (*De la Préhistoire à 1341*) quatre fois réédité depuis 1970, va voir une nouvelle édition refondue en fonction des progrès accomplis par l'archéologie et par l'histoire des origines de la Bretagne. Il est en souscription jusqu'en décembre 83 au prix de 60 F (commandes à Skol Vreizh, 6, rue Longue, 29210 Morlaix, CCP: 2248. 25 X Rennes — Catalogue éditions Skol Vreizh sur demande — La Bretagne au XX^e siècle: 80 F). □.

● **Djiboudjep en concert:**

Le groupe donnera un récital à la Salle des fêtes de Paimpol, le jeudi 11.

● **«Si Rieux m'était conté»**

La Maison d'animation culturelle et d'éducation populaire (MACEP) de Rieux (sud de Redon), présente une création collective populaire: «Si Rieux m'était conté». Un spectacle théâtral de plein air utilisant des effets sonores et lumineux, qui retrace le passé historique local de 1340 à 1440. Représentations les 4, 5, 6 et 7.

● **Lancelot du Lac:**

300 acteurs, 1000 personnages costumés, cavaliers et fées sur l'eau... le Son et Lumière, consacré aux légendes de la Table Ronde, de l'Association pour la renaissance du Château de Largoët a lieu à Elven jusqu'au 27 les vendredis et samedis à 22 h 30.

● **Jazz e Breizh:**

Au Château de La Roche-Jagu du 18 au 21 — le 18, Roland Becker, Urria, Mike Westbrook brass band; le 19, Octect d'André Jaume, Duo Pifarely/Molard, Johnny Griffin and friends; le 20, Trio Jimmy Gourley, Pandemonium + Georges Lewis; Quatuor de sax. bagad St-Marc; le 21, Diaouled ar Menez, Henri Guedon Band, lâcher de bâtons musicaux, a signer Nogues-Quartet, ARFI, Ephémère — A. Kistner le 14, du cinéma: L'affaire rouge et la Chanson de Roland, de F. Cassenti; Avoir 20 ans dans les Aurès, Mourir pour des images et La folle de Toujane, de René Vautier, en présence des cinéastes.

● **Semaines musicales:**

A Quimper, du 3 au 22, 5^e semaines musicales (rens. au Théâtre Municipal).

● **Irlande:**

Si vous êtes dans le coin: le 18, démonstration de poneys du (et dans le) Connemara; du 25 au 30, festival folk de Letterkenny (Donegal); les 26-28, Fleadh Cheoil na Eireann (festival culturel d'Irlande), Kilkenny; du 27 au 1^{er} sept.: Festival international de la Rose de Tralee (Kerry).

● **Livre vivant à Fougères:**

VIII^e festival du Livre Vivant à Fougères du 25 août au 4 septembre. Thème: centenaire de la mort de Juliette Drouet (la copine à Victor), née à Fougères. Spectacle principal: dans la cour intérieure du château médiéval de Fougères, de «Les Misérables» du même Victor (rens. et réserv. au 99/99.41.39).

● **Chez Gwen et Dodik:**

Au 4, rue Châteaubriand à Saint-Malo, le 5, Manu Lannhuel; le 13, Maripol; les 19 et 20, Claude Besson; le 26, Jean-Yves Hirel.

● **M.J.C. Douarnenez:**

Du 8 au 12 stage de peinture sur soie; le 12, spectacle de Gwendal + fest-noz; du 23 au 26, stage de Micro informatique; du 9 au 27, expo sur «Les Gras à Douarnenez» (rens. et inscr.: 98/92.10.07).

● **Ti Kendalc'h:**

Stages: du 8 au 12, danse baroque; du 15 au 19, danses bretonnes; du 18 au 21, peinture d'art; du 20 au 24, danses galloises; du 29 août au 2 sept., violon; du 20 au 3, accordéon diatonique; du 30 au 3, bombarde; du 31 au 3, guitare d'accompagnement (rens. et inscr.: 99/91.28.55).

● **Au Petit Village:**

A la ferme-animations du «Petit-Village» à Lanfains (22): les samedis 6, 13 et 20, soirées rock avec concerts de groupes locaux; le 27, fest-noz avec Glaharig et Strollad ar Mor.

● **Ar Delenn Dir:**

Tournée de Myrdhin, Zil et J.P. Huellou: le 4, Erquy, église; le 5, Jugon, église; le 9, Roscoff «Le Blockhaus»; le 10 à Ouessant; le 13, Plou-balay, église; le 14 à Paimpont, centre Judicaël.

● **Festival à Redon:**

Les 13 et 14, avec Pierre Vassiliu, The Cure, Michel Jonasz, Ange, Wishbone and Ash, Toure Kunda...

● **Harpe:**

Le harpiste Dominique Bouchaud donnera un concert le 5, dans le château de Plessis-Josso (près Vannes).

● **La Saint-Loup:**

Elle aura lieu à Guingamp du 15 au 21.

● **Danses et Traditions:**

6^e festival de danses et traditions populaires de Châteauneuf-du-Faou du 10 au 15 (rens. 98/81.80.10).

XII^e FESTIVAL INTERCELTIQUE de Lorient du 5 AU 15 AOÛT 1983



Vendredi 5: 21 h 30 — concert Bombardes et Cuivres (Eglise St-Louis); 21 h 30 — Soirée de Folklore du Monde; Ballet de Colombie (Place de l'Hôtel de Ville).

Samedi 6: 10 h 00 — Championnat National des Bagadoù (Parc du Moustoir); 14 h 30 — Championnat National des Bagadoù (Parc du Moustoir); 21 h 30 — Grande Nuit des Cornemuses (Parc du Moustoir); 21 h 30 — Soirée de la Cornouailles (Palais des Congrès); 21 h 30 — Grande Poissonnade (Place de l'Hôtel de Ville).

Dimanche 7: 8 h 30 — Messe en langue bretonne (Eglise St-Louis); 10 h 30 — Grande parade des Nations Celtes, 3000 participants; 15 h 00 — 4^e Trophée Macallan pour Solistes de Cornemuse (Palais des Congrès); 15 h 00 — Festival des Danses de Bretagne et de la Celtie (Parc du Moustoir); 18 h 00 — Triomphe des Sonneurs — 21 h 30 — Concert Folk d'Irlande (Palais des Congrès); 21 h 30 — Noblesse des Costumes de Bretagne (Chapiteau des Expositions).

Lundi 8: 15 h 00 — Championnat interceltique de Batterie Solo (Palais des Congrès); 21 h 30 — Création Symphonique de Shaun Davey (Parc du Moustoir); 21 h 30 — Noblesse des Musiques de Galice (Chapiteau des Expositions).

Mardi 9: 21 h 30 — Spectacle Musiques et Danses de Bretagne (Place de l'Hôtel de Ville); 21 h 30 — Concert Folk d'Ecosse (Palais des Congrès); 21 h 30 — Concert (Bombardes et Orgue) (Eglise St-Louis); 21 h 30 — Concert de Cornemuse d'Ecosse (Chapiteau des Expositions).

Mercredi 10: 21 h 30 — Concert Chieftains avec Orchestre Symphonique: l'Année des Français (Place de l'Hôtel de Ville); 21 h 00 — Grande Cotriade (Palais des Congrès); 21 h 30 — Grande Nuit Ecosse-Irlande (Parc du Moustoir); 21 h 30 — Concert de Choraes; Bretagne-Galice (Eglise St-Louis).

Jeudi 11: 15 h 00 — Journée-Signatures des Ecrivains bretons (Chapiteau) — 21 h 30 —

Musique de l'Extrême Occident (Création): «Les Phoques» (Palais des Congrès); 21 h 30 — Grande Nuit Galice-Cornouailles - Ile de Man (Place de l'Hôtel de Ville); 21 h 30 — Soirée Poètes de Bretagne (Chapiteau des Expositions); 21 h 30 — Concert Harpe Celtique et Cordes (Eglise St-Louis).

Vendredi 12: 21 h 30 — Show Folk (Parc du Moustoir); 21 h 30 — Concert de Cornemuse d'Irlande (Chapiteau des Expositions); 21 h 30 — Soirée du Pays de Galles (Palais des Congrès); 18 h 00 — Palmarès du Film Celtique.

Samedi 13: 21 h 30 — Folk de Galice (Palais des Congrès); 21 h 30 — Concert de Choraes: Galles-Bretagne (Eglise St-Louis); 21 h 30 — Grande Nuit du Port de Pêche.

Dimanche 14: 11 h 00 — Défilé des musiques et Athlètes des Pays Celtes; 14 h 00 — Journée des Sports Celtes (Parc du Bois du Château); 21 h 30 — Nuit interceltique du Folk (Parc du Moustoir).

— **Lundi 15:** Journée des Sports nautiques; 21 h 30: Grand Show Folk (Parc du Moustoir) avec entre autres Barclay James Harvest (progressive folk).

● **Toute la semaine:**

8^e Salon d'Art et Artisanat d'Art des Pays Celtes - Exposition de Lutherie - Exposition du Costume Breton - Exposition des Saints Celtes - Exposition des Traditions Celtiques - Université Populaire Bretonne d'Été - Théâtre - Village Celte - Conférences - Cabaret - Ateliers de Danse Bretonne - Concerts dans les Jardins - Concerts Place Aristide Briand - Rencontre des Télévisions et des Cinéastes des Pays Celtiques - Concours Gastronomiques - Tournois Interceltiques de Bridge, de Golf, de Tennis et de Football - Concours de Fléchettes - Spectacles de Danses Bretonnes - Animation dans les rues de la ville (Le Comité se réserve le droit de modifier ce programme). Rens: Hôtel de Ville -56100 Lorient. Tél. (97) 21.20.51 & 21.24.29.

Parution assurée des annonces de fêtes, spectacles, stages et offres d'emploi, si elles parviennent au journal avant le 15 du mois précédant la parution.

• Besson + Moving Hearts:

Le 6 à Plougastel, 7^e soirée de Kerhat avec Claude Besson et le groupe irlandais Moving Hearts, suivis d'un bal folk.

• Vieux gréments:

Ce sera leur fête du 16 au 21 à Ploumanac'h.

• Festivals rock:

— Le 7, à Plougoum, festival rock Brulu avec: Impôts locaux, Dame Blanche, Berlin 23, Yannig ar Bleizh, Manu Lannhuel, Friandise, Kevin et Paul Wright et d'autres...

— Le 14 à Malestroit, à partir de 20 h, festival rock avec: Alcôve, Lombric, Friandise et Complot, Bronswick, groupes de la région.

• Photos:

— A la maison du département de Quimper, expo photos aériennes de Noël Guiriec.

— Louis Blonce propose ses photos de concerts à la Ruelle à Paimpol jusqu'au 15.

• Breiz o Veva:

Sur FR3 Bretagne à 13 h: le 6, «Ur vro war e zalarou» (le Pays Kost er c'hoet); le 13, «Becker hirio»; le 20, «Dizolo lezkelenn»; le 27, «Stourmom oll ha warhoaz».

• Calendrier Gouren:

Tournois de lutte bretonne: le 7, St-Cadou-Gouesnac'h (mod koz fédé); le 14, Matignon (régional); le 21, Guingamp (fédéral); le 28, Plouarzel (régional).

• Breton:

— Expo Ar Falz au musée de Morlaix sur Yann Sohier (septembre au CDDP de Saint-Brieuc et octobre mairie de Lorient).

— Du 4 au 10 septembre, stage «à la campagne» ouvert à tout bretonnant désireux de perfectionner ses connaissances en breton léonard (org. Diwan: tél. au 98/04.05.42).

— Vannes: où apprendre la langue et les danses bretonnes... au Centre social de Ménémur au service «Infos Jeunes 56».

— Ar Falz avec Skol Vreizh organise sa 15^e session d'études bretonnes du 28 août au 3 septembre, à la maison familiale de vacances du Manoir de La Briandais en Missillac (44). Six niveaux: débutants, stagiaires ayant jusqu'à 30 heures de breton, stagiaires ayant de 30 à 90 heures de breton, participants possédant de bonnes bases, personnes intéressées par la pédagogie du breton, bretonnants confirmés (inscr.: 98/62.17.20).

Djiboudjep,
le 11 à Paimpol



D.R.

PETITES ANNONCES

● Artisan (S.A.R.L.) recherche associé ou collaboration travailleur indépendant sur région Brestoise-Landerneau. Profession souhaitée bâtiment second œuvre (dépanneur-Chauffagiste, carreleur, plâtrier). Tél. 98/25.90.62 après 20 h.

● CALENDRIER DE POCHE 84 des prénoms bretons. On peut déjà adresser ses commandes, accompagnées du règlement par chèque bancaire libellé: «Le Peuple Breton» à l'adresse suivante: Service Publicité, BP 304, 29273 Brest Cédex. Le jeu de 16 vues différentes: 25 F franco; chaque jeu supplémentaire: 20 F avec la publicité de votre association ou commerce au dos, prix franco et toutes taxes comprises: 560 F les 500 avec deux photos différentes; 1000 F les 1000 avec 4 photos différentes; 1900 F les 2000 avec 6 photos différentes; 2700 les 3000 avec 8 photos différentes. Au delà, nous consulter.

Les offres et demandes d'emploi sont gratuites. Les annonces à caractère commercial (vente, achat, immobilier) sont payantes. Tarif unique: 20 F la ligne ou le mm/colonne avec cadre: 10 F.

NOZVEZH DIWAN



Dessin Jean-Paul Mellouët

14 AOÛT LANILIZ

Nuit de Diwan à Kergounoc, Laniliz (nord de Brest), le 14 à partir de 20h. Au programme: «Musique de Bretagne», avec les musiciens de la symphonie celtique de Shaun Davey; le groupe Corrib (musique irlandaise); Quilty; la Godinette (1^{er} au Kan ar Bobl 83); Marionnettes de Barcelone...

Comme nous a dit Yves Jardin, le festival, c'est pas simplement «bouffer de la péloche». Et c'est vrai que si le fait de dévorer des images peut combler une boulimie culturelle, il ne suffit pas à satisfaire une faim conviviale. Alors, cette année à Douarnenez, entre deux plats de ciné, on pourra aller discuter avec les acteurs ou, à défaut, avec leurs cousins puisqu'ils habitent, en permanence ou de passage, juste à côté. Les Tsiganes...

UN JOUR AVEC... ERWAN MOALIC & CO

CINEMA A DOUARNENEZ

UN FESTIVAL DE RENCONTRES



Photos Jean-Yves Varin

Dans une pièce du premier étage de la M.J., trois bureaux couverts de pape-rasse. Mais, attention: pas de la pape-rasse administrative et donc du genre stagnant. Non, de la paperasse qui vole, qu'on noircit, et qu'on n'archive pas, du moins pas encore; en ce début de juillet où chaque jour jusqu'à la fin août, le groupe cinéma de la Maison des Jeunes et de la Culture de Douarnenez va bâtir son 6^e festival. Il a les éléments en main, il faut maintenant les rassembler.

En tenant compte que 19 briques pour faire tourner cette fête de la pellicule et de la rencontre durant sept jours, c'est peu, trop peu. Dix millions de centimes sont assurés par quatre partenaires: 2,5 viennent du Centre National du Cinéma, même chose de la Ville de Douarnenez, 4 millions de la Direction Régionale de l'Action Culturelle et du Ministère de la Culture, un million de la Direction Départementale du Temps Libre. Dans la liste, une absence remarquée: celle du Conseil Général du Finistère. Petite histoire: Marcellin, président du Conseil régional était d'accord de donner des sous à la condition que l'assemblée départementale finistérienne dise «oui» également. Non seulement celle-ci a répondu négativement, mais l'a fait en douce: la demande de subvention a été rejetée en commission et n'a même pas été discutée en séance plénière. Alors, ceinture.

Argument de poids

Etonnement de l'équipe organisatrice (une bonne vingtaine de personnes bénévoles): en mai, pour sa première édition, le Festival de rencontre Art et Cinéma de Quimper a reçu une subvention de 30000 F du Conseil général. «Et c'est tant mieux!» commente Erwan Moalic, seul permanent du groupe. «Simple-ment, on se demande pourquoi il y a ainsi deux poids, deux mesures. Pourquoi cette politique sélective des subventions, alors qu'en cinq ans, nous avons fait la preuve de la solidité du festival sur le plan cinématographique, cul-turel et social? C'est d'autant plus étrange que, cette année encore et de façon mieux organisée, nous mettons

en place des rencontres entre les réalisateurs, les exploitants et les distributeurs potentiels».

Pour ces derniers, il est prévu le samedi 3 au matin une rencontre dont les participants devront s'engager à diffuser, dans les semaines qui suivent le festival, les meilleurs films de la journée bretonne. «L'exploitation des films doit donc suivre» continue Erwan Moalic. «Et les politiques devraient avoir compris qu'il n'y a pas de contradiction dans une collaboration entre des «gros» distributeurs tels la SOREDIC, et la M.J. de Douarnenez qui peuvent se rejoindre sur la défense du cinéma en général, et sur son exploitation bien comprise en particulier». Le Festival des minorités nationales est reconnu comme le tremplin et la vitrine des productions régionales. La sensibilisation que nous faisons aux films réalisés en Bretagne et aux films celtiques est évidente. Nous disposons donc d'un argument économique de poids, puisque nous contribuons à faire travailler l'industrie cinématographique».

Une démonstration qui n'a pas eu l'heur de convaincre la commission d'Conseil général: en refusant les 40000 F. demandés, elle contraind l'équipe de ciné de la M.J. à réduire les frais d'organisation du festival. C'est donc chaque secteur de la manifestation qui voit son propre budget réduit, conçu «à la baisse».

Faut assurer...

A considérer les lignes qui précèdent, le lecteur peut se demander si le festival de Douarnenez n'est pas devenu un machin à fric, et d'abord ça. Erwan Moalic formule la chose autrement: «Non, on ne fait pas un «festival-champagne» avec petits fours, vins d'honneur et tout le tremblement! Avec rien avant, et rien après. Au contraire, le festival de cinéma des minorités nationales - largement ouvert au public - est relié à un boulot durant toute l'année - tout le monde peut le constater. L'idée de départ en 1978 était (et reste) que le cinéma est un mode de communication fondamental du XX^e siècle. Alors utilisons-le pour faire découvrir et connaître des peuples (breton y compris...). L'équipe d'organisation s'est battue et sensibilise davantage d'année en année les «pros». Le festival ayant pris de l'ampleur, nous devons assurer son suivi tout comme il nous faut le crédibiliser. Tout ça demande une assise financière qui nous fait encore défaut». Le but de la manœuvre, souligne le permanent de Daoulagad Breizh (association de promotion et de diffusion de cinéma en Bretagne) étant de trouver le truc pour que toute l'année à Paimpol, Brest, Saint-Brieuc, Carhaix et ailleurs, les gens puissent voir des films qui les concernent puisque réalisés en Bretagne, ou dans les pays celtiques.

Césars? Non: Raouls!

Difficile, en un jour de mesurer le «suivi» du travail de l'équipe durant l'année. Mais il n'est que de rappeler certaines initiatives comme les premières Assises du cinéma breton à Douarnenez, ou certaines participations comme celle du Festival des minorités à celui du

Film et de la TV dans les pays celtiques à Glasgow (1) pour cerner un peu mieux la permanence d'une action. Celle-ci se faisant aussi et surtout dans la décontraction: cette année, la première «Nuit des Raouls», parodie parfaitement loufoque de celle des Césars était là pour le prouver.

Et puis, cette semaine cinématographique a lieu à Douarnenez, port breton parmi pas mal d'autres. Sans remonter aux grèves particulièrement agitées des Penn-Sardin' de l'hiver 1924/25, la vie quotidienne des Douarnenistes a toujours été liée à l'activité maritime de leur ville, et donc soumise aux fluctuations d'un marché souvent fragilisé par des «diktats» économiques pas toujours en faveur des autochtones, c'est le moins qu'on puisse dire: les fermetures de conserveries, ici, c'est pas un mythe.

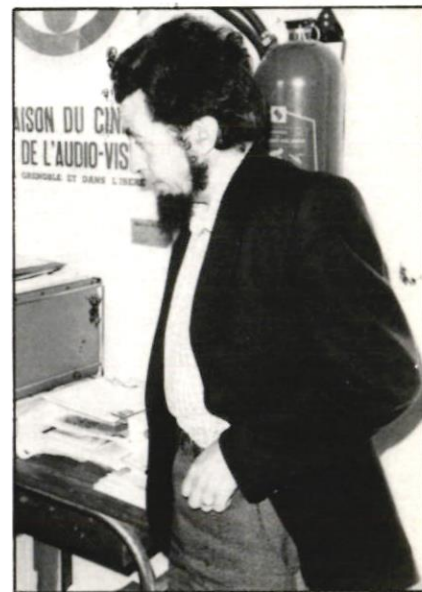
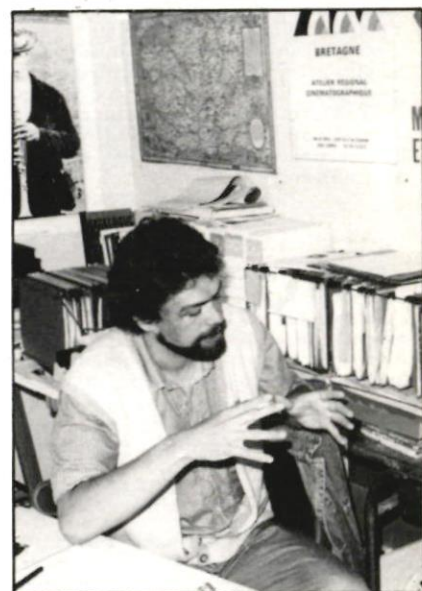
Bref, on comprendra que le «Mois de la mer» en mai-juin dernier, que les fêtes sur le port ou les fameux «Gras» de Douarnenez ne soient pas des manifestations plaquées, parachutées pour des circonstances officielles - ce serait même plutôt le contraire qui aurait tendance à se produire. Idem pour le Centre de Culture Maritime, le Musée du Marin ou la SCOP de l'Abri du Marin, le «Chasse-Marée» et sa (splendide) revue du même nom, ainsi que ses disques sur les Chants de marins traditionnels des côtes de France, dont les installations dans les murs douarnenistes ne sont pas dues au hasard.

Trains de retard

La culture et le social sont intimement liés, ça on le sait, mais ce qu'il y a de bien à Douarnenez, c'est qu'on peut le constater. Ce qu'Yves Jardin, conseiller du Festival dans le domaine géographique et historique, ne dément naturellement pas: un festival tout-à-fait intégré à sa ville et à son histoire, complète-t-il n'a aucun mal à se tourner vers l'extérieur. «Au départ, une activité cinéma s'est développée en collaboration avec le cinéma Le Club. Collaboration qui se poursuit actuellement avec une programmation «Art et Essai». Parallèlement, la M.J., par des soirées-débats et des conférences a effectué un travail sur la culture bretonne. Notre but est simplement de lier ces deux aspects: le cinéma, et la culture bretonne et des minorités. En effet, le festival, c'est pas simplement «bouffer de la péloche», c'est aussi essayer de voir ce qui se passe chez d'autres peuples, pour découvrir, confronter et comparer (à l'occasion de la journée bretonne».

Et Yves Jardin de rappeler deux particularités: «D'abord, le festival est organisé conjointement par le Club et la M.J. Ce travail en commun entre une salle commerciale (doublée cette année avec le Rex) et une association Loi 1901 est peu courant, et se révèle à la pratique assez intéressant. Ensuite, le festival

Ci-contre, de haut en bas: CATHERINE DELALANDE, au secrétariat du festival et chargée plus particulièrement de la partie celtique; ERWAN MOALIC, permanent du festival; BERNARD CROQ, à entre autres attributions celle de rédacteur en chef du quotidien (en papier véritable) du festival, «Kesako»; YVES JARDIN, conseiller du festival dans les domaines historique et géographique.



SACRÉ MISSIONNAIRE!

Ce sera quel genre, «Le Missionnaire»? — avons-nous demandé à Jean Kergrist, étant bien évident que le clown breton (1) n'a pas dû se contenter de brosser l'aspect mystique de son personnage: «C'est à la fois une comédie, une tragédie, un film burlesque aussi: répondez-moi. Mais j'éviterais de mettre une étiquette. Disons qu'il fera marrer en même temps qu'il fait appel à la mémoire collective du peuple breton».

Sous-titré «La revanche de Dahud» (histoire qui vient en parallèle et rôle interprété par Annie Lucas: la fille à Gradlon se fait balancer à la flotte par l'évêque Corentin qui n'accepte pas sa résistance au christianisme, ça alors!), ce premier long métrage de Kergrist raconte les pérégrinations d'un missionnaire qui a manifestement loupé le bateau au V^e siècle puisqu'il ne débarque en Bretagne qu'aujourd'hui. Sa mission: trouver un Breton vivant et le ramener à peu près en bon état (de grâce) à sa congrégation.

On ne vous en dit pas davantage pour l'instant. La suite à Douarnenez, le 2 septembre en soirée... et dans le «Peuple Breton» d'octobre.

(1) Qui a fait l'objet de notre premier et pas triste «Jour avec...» (P.B. de Juillet 1981).

DOUBLE EXPO

Un même sujet: les Tsiganes. Deux photographes: Jean-Yves Varin (qui signe les clichés de cet article) et Jean-Louis Mercier, ayant chacun vécu, à des époques différentes, parmi les Gens du Voyage. Deux sensibilités aussi, ce qui augmentera d'autant l'intérêt. Pour comparer, il faudra faire un peu de route: J.-Y. Varin expose à Douarnenez, J.-L. Mercier au musée de Quimper, l'un et l'autre pendant la durée du festival. A voir absolument...

DIAPORAMA DANS LA BULLE

Si la diffusion des films réalisés en Bretagne est encore à mettre au point, c'est également le cas pour celle des montages audio-visuels. C'est ce que fait remarquer Jean-Paul Mathelier qui œuvre dans la partie formation de ce domaine de l'expression par l'image et le son, et est chargé de mettre en place les trois (ou quatre) journées de projections de montages qui se dérouleront dans la nouvelle bulle gonflable de 18 m de diamètre, près du Club.

C'est le jeudi 1^{er} septembre au matin qu'aura lieu une rencontre entre les «pros» afin de parler de leurs conditions de travail et de celles de la diffusion des montages audio-visuels. Laquelle devrait pouvoir s'améliorer: «Ce qu'on appelle l'audio-visuel», c'est devenu un outil associatif et culturel entre l'amatourisme et le professionnalisme — dit J.P. Mathelier. «L'expression est moins militante, les indépendants se regroupent peu à peu, et il existe désormais des organismes de formation comme l'AREA de Rennes, l'ACAV à Saint-Cadou, ou le CAC de Saint-Brieuc. Les montages audio-visuels demandent une écriture plus simple que le cinéma et des financements moins lourds. C'est donc une structure relativement légère qui n'attend que la mise en place de véritables circuits de diffusion. On causera de tout ça à Douarnenez».

Et on y verra aussi entre autres, des montages sur la baie de Saint-Brieuc, sur les prisons de femmes, ou traitant de la B.D. (projection sur multi-écran le 1^{er} à 21 h).



Photo de tournage

En allant filmer des Manouches à Ste Hélène près de Lorient, Kergrist, dans son «Missionnaire», a trouvé à sa manière un lien entre Tsiganes et Bretons. Ce qui ne l'a pas empêché de perdre son chemin. Faut dire qu'avec une signalisation pareille...

bénéficie d'un soutien matériel très net de la municipalité. Tout comme est nette la liberté de manœuvre laissée aux associations. Un respect qui s'explique en partie par la présence au sein de l'équipe municipale de gens issus du mouvement associatif».

«Des choses apparaissent importantes dans cette ville de 18000 habitants» continue Erwan Moalic. «Manifestement, il n'y a pas eu volonté de la part de la municipalité de faire mousser la ville. Et le travail en profondeur que nous proposons au départ entraine dans cet esprit et a été accepté comme tel. Maintenant, on récolte les fruits, et c'est le moment où jamais de... ne pas s'arrêter».

Le permanent cinéophile (il réalise également une émission de cinéma sur «Radio Bretagne Ouest» le samedi de 13 h 30 à 15 h) a ensuite une formule qui, pour être un peu forcée, n'en illustre pas moins une atmosphère: «La mixture conviviale qu'on fait autour du festival, c'est inné».

Forte de cette démarche, l'équipe du Festival «ayant atteint une crédibilité non par l'argent (pas de sous) mais par son travail», peut se permettre d'interpeller chaque année municipalités, départements, région et même Hexagone (avec les peuples des DOM.TOM 1980, et l'année suivante avec la pré-Occitanie). «Il y a encore trop de gens qui ont plusieurs trains de retard pour n'avoir pas compris la nécessité en 1983 d'un bouillonnement culturel. Dans ce domaine il y a encore trop d'étouffement et d'enfermement. Par exemple, on s'aperçoit que ce qu'on fait est parfois repris par des villes, mais qui ne prendrons pas le risque d'aider à la création au moment où elle se fait, et se contentent de confirmer ce qui est connu».

Plus proche

Milieu d'après-midi. On est cinq à débarquer, en dehors de la ville, à l'atelier de sérigraphie de Kan ar Mor, association gérant plusieurs Centres d'Aide par le Travail dans la région. Les affiches viennent de sortir: les grandes sont immenses comme toujours («et donc incollables, car où voulez-vous les mettre?» bougonnent les colleurs...). Un bébé, une femme, deux gosses, deux hommes, l'arrière d'une roulotte, le décor est planté.

Choix du thème du festival 83: les

peuples tsiganes en Europe (2). Selon l'équipe: «C'est un sujet plus proche de nous que les précédents, car ce sont des peuples qu'on peut rencontrer tous les jours, qui sont souvent l'objet d'un racisme ambiant qui est à dénoncer».

Sujet particulièrement «interpellateur» cette année vu le nombre de municipalités (et donc de populations) concernées par la présence, permanente ou périodique, sur les aires de stationnement, des «Gens du Voyage». Estimés aux environs de 130000 personnes en France, ces derniers désignent l'ensemble des populations vivant de façon itinérante, semi-sédentaire ou sédentaire en caravanes (l'usage des roulottes disparaît). Les Tsiganes comprennent différentes familles (Manouch, Gitans, Rom, Sinti...) ayant une origine indienne commune, et dont les migrations parties d'Orient ont commencé voici plus de dix siècles. Ils ont leur langue propre (différentes également), et leur civilisation est orale. Faisant partie également des Gens du Voyage, les Forains qui tiennent à être distingués des Tsiganes (et réciproquement). Cependant, les uns comme les autres acceptent très mal l'étiquette «nomades» qu'on leur colle de façon souvent méprisante. Au Festival, on aura tout loisir de faire le point sur ce mépris-là... et de le tempérer au cas où on serait pris par ce virus: des rencontres avec les Tsiganes sont prévues, qu'elles soient improvisées ou non...

Fibre locale

Et quid du cinéma breton? Il sera davantage présent que les autres années. Manifestement, un virage est pris par l'équipe qui, tirant la leçon d'une prestation cinématographique bretonne assez pâle l'an passé, a voulu en 83 que la journée bretonne ne soit pas une mais plusieurs. En sus du vendredi habituel, chaque jour verra la présentation d'un film breton ou celtique. «Ce ne sera pas — moins que jamais — la journée bretonne-caution», souligne Erwan Moalic. «Comme le festival, elle sera à l'image de ce qu'a été l'année».

Second point: la pellicule made in BZH, eh bien, elle commence à foisonner. Une dizaine de films bretons (du court au long métrage) projetés cette année, ça va se remarquer (lire le programme du festival). Des productions indépendantes émergent, les premières de l'Atelier Régional Cinématographique Bretagne voient le jour. Quatre films sont présentés par l'A.R.C. qui ont été réalisés en Centre-Bretagne, sur Brest, Quimper, Rennes: «En proposant ces

6^e FESTIVAL DU CINEMA DES MINORITES NATIONALES

29 AOÛT - 4 SEPTEMBRE

DOUARNENEZ

Lundi 29 - Cidre d'honneur (14H) - LEGENDE TSIGANE, Hongrie (16H) - HERE COMES THE BRIDE, SHAMPW, Pays de Galles (18H) - J'AI MEME RENCONTRE DES TSIGANES HEUREUX, Yougoslavie (20H) - MOUR DJIBEN, France (22H) - LE GITAN, France (24h).

Mardi 30 - TSIGANES SANS FRONTIERES, France (14H) - QUI CHANTE LA-BAS ?, Yougoslavie (16H) - SHELL SHOCK ROCK + THE OUTCASTS, Irlande du Nord (18H) - TRAVELLER, Irlande (20H) - KRISS ROMANI, France (22H) - LE ROI DES GITANS, U.S.A. (24H).

Mercredi 31 - QUE FONT LES ENFANTS TSIGANES ?, Hongrie (14H) - C'ETAIT COMME ÇA, JOUR ET NUIT, MON ENFANT, R.F.A. (16H) - ANOTHER TIME ANOTHER PLACE, Ecosse (18H) - TENDRESSE ET COLERE, Suisse (20H) - GYURI, Hongrie (20H) - THE GYPSY AND THE GELTHEMAN, G-Bretagne (24H).

Jeudi 1^{er} - MOUR DJIBEN, France (14H) - KOPORTOS, Hongrie (16H) - THE SCHOOMER + CROSS AND PASSION, Irlande du Nord (18H) - REVES EN ROSE, Tchécoslovaquie (20H) - LES TSIGANES MONTENT VERS LE CIEL, Moldavie (22H) - CARTHACALA, LA METISSE, France (24H).



D.R.

Celtie

Une grande partie des œuvres des pays celtiques présentées au Festival de Douarnenez a été projetée durant la 4^e édition du Festival international des films et télévisions des pays celtiques en avril dernier à Glasgow. Trois films primés à l'issue de cette manifestation seront présentés à Douarnenez : «Equinoxe» de Jean Perrochaud et Paul Cornet (Nantes), Grand prix du festival ; «Un autre jour, ailleurs» de Mickaël Radford (Ecosse), Prix du festival ; «Shampw» de Endaf Emlym (Pays de Galles), Prix «esprit du festival». La sélection celtique de cette année comprend de nombreux films musicaux. L'occasion sera aussi donnée de voir la vie des quartiers ouvriers républicains de Belfast-ouest, ainsi que celle des «Tinkers», gens du voyage d'origine irlandaise, vus par l'œil de la caméra de Jo Comerford qui signe «Traveller». Notre photo : «Joni Jones» film gallois de Stephen Bayly pour «S.4.C.» (4^e chaîne galloise). Le sujet : un enfant de 10 ans en 1943, est confronté à un environnement où tout le monde parle anglais, alors que la seule langue qu'il connaisse est le gallois...

Vendredi 2 - Films réalisés en Bretagne (de 14H à 18H) - JONI JONES, Pays de Galles + HOW TO BE CELTIC, Ecosse (18H) - Films réalisés en Bretagne (de 20H à 24H).

Samedi 3 - LE TERRAIN DES MONILES, France (14H) - ANGELO MY LOVE, U.S.A. (16H) - LOCAL

HERO, Ecosse (18H) - LES PRINCES, France (20H) - LEGENDE TSIGANE, Hongrie (22H) - CARMEN, Espagne (24H).

Dimanche 4 - 1 film Celtique (14H) - 1 film Tsigane (16H) - 1 film Breton (18H) - SOIREE MUSICALE CELTO-TSIGANO-BRETONNE (de 20H à 24H).

films selon cette répartition, Félix Le Garrec montre qu'il est soucieux d'un équilibre, c'est important», note E. Moalic. «Par la suite il faudra trouver le relais économique pour que ce cinéma vive après et pas seulement le temps d'un festival, sans être toujours dépendant de la manne de l'État».

Question : le cinéma breton, existe-t-il, et l'avez-vous rencontré ? «Je dirais d'abord que ce qui est fondamental c'est qu'un cinéma puisse vivre en Bretagne. Parler d'un «cinéma breton» comme d'un «cinéma français» l'essentiel n'est pas là. L'important est plutôt qu'une fibre locale soit présente, qu'elle puisse s'exprimer. Cette année, on présente des films qui ne sont pas militants. C'est plutôt un imaginaire, une fiction qui domine et qui s'intègre très bien au cinéma fait en Bretagne puisque réalisé

par... des Bretons. Enfin, je préfère parler d'un «cinéma en breton» : pourquoi n'existerait-il pas, au même titre qu'un théâtre en Breton existe et se développe actuellement ?».

Et Erwan Moalic de conclure son propos en émettant le vœu suivant : «L'A.R.C., oui, mais aussi nécessité que des productions indépendantes se multiplient, avec des projets plus ambitieux et peut-être davantage porteurs de la Bretagne. Par exemple, Nicole Le Garrec vient de déposer un projet de long métrage au Centre National du Cinéma (3). Est-ce qu'il sera accepté ?»

Dernier volet, le cinéma celtique et une rencontre-débat organisée avec le directeur de la 4^e chaîne galloise et l'atelier cinéma de Cardiff, Chapter Film Workshop. «S.4.C.» (le nom de la chaîne) ne réalise pas de films, mais en

produit et en achète. D'où des éventuelles co-productions entre la chaîne galloise et les producteurs et cinéastes bretons. Ces derniers en ont en effet ras-la-casquette de voir leurs projets de films refusés par une FR3/Bretagne-Pays de Loire, empêtrée dans son corporatisme et ses soucis d'argent. Alors, on va voir les cousins...

Pierre Gallais.

(1) Voir les P.B. d'avril 82 et mai 83.

(2) Les thèmes précédents : le Québec (78), les Indiens d'Amérique du Nord (79), Peuples des DOM.TOM (80), Occitanie (81) et peuples d'Union soviétique (82). Adresse : M.J.C., 11 bd Camille Réaumont, 29100 Douarnenez. Tél. 98/92.10.07.

(3) Lire «Cinéastes en Bretagne : un jour avec Félix et Nicole Le Garrec», «P.B.» daté février 1982.

DES

LECTEURS

Nous remercions ceux qui nous écrivent. A noter que, conformément aux usages dans la presse, nous ne publions que les lettres qui nous parviennent signées. Nous pouvons toutefois préserver l'anonymat des auteurs lorsqu'ils en manifestent le désir.

Cher ami...

Devant les accusations que vous me portez, cher ami Vendéen, je ne peux rester silencieuse... (1). Membre que je qualifierai d'active de l'UDB, je saisis les occasions qui se présentent à moi de faire avancer les concepts de l'UDB. Il est certainement plus facile de rester chez soi et de critiquer ce qui se fait ailleurs que d'aller dans les rues faire avancer la cause que l'on défend. Il est sans aucun doute plus réconfortant de se faire plaisir en se réunissant entre gens de même opinion que d'aller affronter la foule et les médias au risque de mettre à mal sa famille et son exploitation. Il est probablement plus courageux d'oser se montrer et signer ce que l'on dit quand tant d'"anonymes" détruisent dans l'ombre.

La manifestation du 16 mai dernier à Saint-Brieuc était organisée par le comité anti MCM. Les travailleurs-paysans étaient à l'origine partie prenante dans cette action et j'ai reconnu à Saint-Brieuc des femmes de "Travailleurs-Paysans". Mon intervention n'était en aucun cas celle d'un membre de la FDSEA mais celle d'un administrateur de groupement de producteurs. Le rôle qui m'était attribué était de parler de la production porcine et des effets néfastes des MCM sur cette production... Il n'était donc pas de mon ressort ce jour-là de résoudre tous les problèmes qui se posent aujourd'hui à l'agriculture bretonne. Jamais je n'ai nié ces problèmes et je ne suis pas assez naïve pour croire que la suppression des MCM applanira toutes les difficultés. Je crois seulement qu'il faut pour parvenir à ses fins, établir un ordre de priorité et que la priorité est actuellement la suppression des MCM.

Si vous avez cependant pris la peine de lire jusqu'au bout ce que je disais, je vous ferais remarquer que j'ai parlé des difficultés d'installation, des problèmes de financement spécifiques à la Bretagne, des quantums. Quant à la condition d'existence de celles que vous appelez "femmes d'agriculteurs" et que j'avais nommées "agricultrices", les femmes ont jugé... et elles ont largement applaudi.

Vous "m'accusez" enfin de "nationalisme" et vous dites vous-même que Rocard est en passe de suivre la même politique agricole que celle qui avait été mise en place par la droite avant mai 1981. Que reste-t-il donc d'après vous au Peuple Breton conscient de son identité pour lutter contre une droite et une gauche jacobines qui cheminent dans la même direction au détriment de la Bretagne?

Maryse Gautier - Gras, Gwengamp.

(1) Lire P.B. de juillet.

Pouvez-vous reproduire la réponse suivante à une lettre d'un de vos lecteurs publiée dans votre n° 234? Je vous remercie de la part des 200 artistes et artisans membres de l'AMCAA (1) et vous prie d'agréer l'expression de nos excellents sentiments.

Monsieur Skala est venu proposer ses œuvres au Comité de Sélection de la Maison des Artisans-créateurs de Bretagne, ferme Saint-Michel à Brasparts. Il a été refusé et s'en étonne. Sa réaction ne nous surprend pas puisqu'à chacune de ses réunions le Comité ne retient en moyenne que cinq candidats sur vingt-cinq, et il n'est ni facile ni agréable d'expliquer aux auteurs refusés qu'ils se sont trompés de point de vente. Mais, grâce à votre rubrique, ce candidat malheureux prend le public à témoin. Je me dois donc de donner des précisions sur notre façon d'agir et de juger.

Chacun des fondateurs de l'AMCAA, dès la première réunion, il y a douze ans, a accepté de laisser ses confrères opérer leur sélection dans ses œuvres et certains d'entre eux durent en rapporter sous le bras. Sans protester. Plus près de nous dans le temps, lors de la dernière sélection, le 4 juin, deux membres de l'AMCAA, dont un administrateur, ont été priés de retirer la totalité de leurs œuvres. C'est dire que notre Comité ne se laisse attendre par aucune amitié. Il s'est donné pour mission de présenter au public ce qui peut prétendre donner la meilleure image de marque de la Bretagne contemporaine en matière de création artisanale. Si le public est toujours aussi intéressé par l'exposition permanente que nous lui offrons, c'est parce qu'il apprécie notre sévérité et qu'il se rend compte que nous avons le plus grand respect pour lui et pour notre Bretagne. Il ne serait pas respectable de présenter des œuvres dénuées d'esprit créatif. L'esprit

créatif a toujours quelque chose de fou, c'est-à-dire d'insolite pour celui qui en est privé. C'est normal. Quant à la tradition, elle ne consiste pas à répéter ce qui a été fait mais à œuvrer avec le même esprit de nouveauté et d'invention qu'avaient les artistes du passé. Il n'est pas interdit de s'inspirer du triskell en 1983, à condition que ce soit sans platitude. Cette platitude se retrouve dans les statues de "saints bretons" fabriquées par de mauvais artisans dans un unique souci de raccrochage commercial et sans respect pour les modèles anciens qui n'ont jamais été aussi simplistes. Et que dire des ébénistes et de leurs mobiliers prétendus rustiques qui rendent les intérieurs ennuyeux et conformistes.

Si tant de candidats continuent à postuler pour un accrochage à la ferme Saint-Michel, c'est évidemment parce que nous avons tenté d'y rassembler les meilleurs auteurs des cinq départements bretons et que figurer parmi eux passe à présent pour une promotion. C'est leur voisinage que venait chercher le candidat évincé. Accepté dans notre Beaubourg, comme il dit, il n'aurait pas protesté. Si nous nous laissons envahir par les médiocres, les auteurs les plus exigeants pour eux-mêmes quitteraient Brasparts et le public ne viendrait plus.

Il est assez réjouissant de constater qu'immédiatement avant la lettre qui a entraîné ma réponse, vous en reproduisiez une autre dans laquelle une dame ironisait sur un de ses correspondants qui n'imaginait de musicien breton qu'en sabot et chapeau rond, étranger aux synthétiseurs. Cette dame avait un esprit proche du nôtre.

Le président de l'AMCAA
Guy Trévoux, Pont-l'Abbé.

(1) Association des Métiers de Création Artistique et Artisanale.

Procès pour un prénom!

L'administration française est raciste. Elle doit s'être juré de haïr tous les enfants bretons. J'en ai pour preuve l'histoire qui se fit autour de mon prénom.

Lorsque je suis née en 1965, mes parents (Bretons) me prénommèrent Maryannick; or, l'état civil du 14^e arrondissement déclara être dans l'impossibilité de l'écrire comme cela, sous prétexte que cela ne se faisait pas (sans loi on ne peut évidemment rien faire!...)

Mes parents ont tout essayé, jugement, lettre; mais l'argent manquant, ils choisirent la loi du moindre mal, ils orthographièrent mon prénom Marie-Annick.

Mais lorsque j'appris à écrire, c'est Maryannick que j'écrivis, tous mes papiers scolaires, livret de caisse d'épargne étaient inscrits de cette façon, sauf carte d'identité et passeport.

Au début de cette année, avec l'aide de mes parents, j'entrepris une action en justice, pour que l'on me restitue mon véritable prénom. Nous primes un avocat (il en fallait un!) pour défendre notre droit légitime. Ce procès que nous faisons à l'État français (qui au travers des juges, ne lui plaisait vraiment

pas!...) débuta en novembre 1982, pour se terminer fin juin 1983!

Nous avions pris liaison avec des amis et de la famille en Bretagne pour que l'on nous envoie des preuves de l'existence de ce prénom: l'administration et la justice me disant et m'ordonnant presque de l'écrire sans "y" et avec un "g" à la fin.

Mais ils ne savaient pas à qui ils s'affrontaient! Des états civils de 1947, avec la même orthographe que le premier prénom choisi nous parvinrent. Ensuite je dus affronter un juge qui devait nous détester! De plus il voulait m'imposer un deuxième prénom.

Aujourd'hui c'est gagné, ma carte d'identité, mes papiers de facultés sont au prénom de Maryannick.

Si j'avais eu à choisir un deuxième prénom, j'aurais choisi Sklerijenn, pour leur faire voir qu'ils manquaient de jugeotte! Et comme vous savez ce que cela veut dire, pour essayer de faire entrer la lumière de l'intelligence chez eux!

Avec toutes mes amitiés.

Maryannick Le Du - Paris.

EDITIONS 

CHATEAULIN

La Bretagne, ses sites, ses traditions, ses légendes, son âme, ses racines racontée par les meilleurs auteurs bretons.

Plus de 150 titres publiés

Catalogue général sur demande

TY BREIZ

Crêperie

- Ses spécialités

- Krampouz ha jistr mad

15, rue Duguesclin LANNION

tél. 37.91.20

Vos bijoux celtiques or et argent
Collection importante



HORLOGERIE BIJOUTERIE MINGANT
Pierres fines - Réparations



95, rue de Siam - 29200 BREST - Tél. 46.06.02

AN DIV STAL NEMETO ER VRO !

E KEMPER



AR BED KELTIEK - Tél. 95.42.82

2, straed ar Roue Grallon

2, rue du Roi Grallon

E MONTROULEZ



KORN OG - Tél. 63.25.40

12, straed ar Vur

12, rue du Mur

EVIT HO LEVRIOÙ - PLADENNOÙ - PEZHIOÙ - PEZHIOÙ ARZ KELTIEK

Librairie Moreau

15, place de la Cathédrale
TREGUIER - Tél. 92.32.76

*Toutes les éditions
sur la Bretagne et en
langue bretonne*

interlude

38, rue Yves-Collet, BREST

Tél. 44.36.89

*Le spécialiste fournitures Beaux-Arts
et activités manuelles*



11, rue Tourville
29200 BREST
Tél. 44.26.61

B.E.T. - Engineering - Tous corps d'état
Devis - Etudes
Bâtiment
Génie Civil
Travaux publics
V.R.D. et Coordination
Agrément pour travaux
avec les collectivités locales



SNACK-BAR
Place de la Liberté
Téléphone : 80.19.19
Ouvert de 12 h. à 24 h.



SNACK-BAR
RECOUVRANCE
Téléphone : 45.08.50
Ouvert de 19h. à 6h du matin
et Vend. Sam. Dim. de :
12h. à 15h. & 19h. à 6h. du matin

gardez le contact 24 heures sur 24...



REPONDEURS PHILIPS

1 848 F TTC

TRANSELEC

188, rue Jean-Jaurès - BREST
Tél. (98) 44.32.79 - Poste 21

ABONNEZ-VOUS

LE PEUPLE BRETON

B.P. 304
29273 BREST CEDEX

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

- Souscrit un abonnement ☐
un réabonnement ☐
 - ordinaire : 80 F (1)
 - de soutien à
partir de : 100 F (1)
 - étranger : 95 F (1)
 - étranger par avion 115 F (1)
à partir du N° inclus
 - Ci-joint le règlement par
 - chèque postal (1)
 - chèque bancaire (1)
 - mandat-lettre (1)
- C.C.P. RENNES 2365-76



**BREST
PENFELD**

fete
du
peuple
breton

15&16 OCTOBRE

SAMEDI

CORRIB

YANNIG AR BLEIZ

STROLLAD PLOUGIN

I MUVRINI

LAMINE KONTÉ

AN TRISKELL

THE ANIMALS

FEST NOS VRAZ

DIMANCHE

UNA RAMOS

STEVE HACKETT

STEVE WARING

GLENMOR

A TRIBBIERA

BLUES TRAIN

LLUIS LLACH